

AUJOURD'HUI

Malette et les employés de Saint-Raymond négocient

Les négociations ont repris hier soir entre le groupe ontarien Malette, intéressé à relancer Papiers Saint-Raymond, et le syndicat des ex-travailleurs. **B-2**

Le CN veut se retirer du nord de Saint-Raymond

Le CN veut démanteler le tronçon de voie ferrée au nord de Saint-Raymond et cette requête pourrait affecter la relance de Papiers Saint-Raymond. **B-2**

La vente de Vaccins IAF à IAF Biochem suscite des tensions

Le dossier de la vente de la division des vaccins de l'Institut Armand-Frappier à IAF Biochem suscite des tensions, certains éléments restant à finaliser. **B-3**

LES INDICES

DOLLAR
84.96 - 10/100

OR
\$367.60 - \$0.90

ARGENT
\$6.20 Can.

DOW JONES
2,673.06 + 9.12

TSE 300
3,918.12 - 2.80

XXM
1,988.60 inchangé

L'OPA de Mérieux à Connaught inquiète

Ottawa a demandé 30 jours de plus pour scruter la tentative de contrôle du fabricant de vaccins Connaught BioSciences par l'Insitut Mérieux. **B-3**

Le groupe Péladeau heureux d'être associé à Donohue

Pierre Péladeau se réjouit de l'association Quebecor-Donohue lorsqu'il constate les difficultés sérieuses que vit l'industrie des pâtes et papiers, cette année. **B-6**

LA CHRONIQUE

Que sont donc devenus ces bons vieux REEL ?

La déduction pour contribution à un REEL a été abolie, mais il existe des implications fiscales pour les particuliers qui n'ont toujours pas retiré leurs fonds. **B-3**

Gaz Métro est prêt à augmenter ses importations de gaz naturel

Gaz Métro demande à l'Office national de l'Énergie (ONE) de s'adapter aux années 1990 pour pouvoir augmenter de 10 % ses ventes et rendre possible l'injection de \$180 millions dans le pipeline partant de l'Ouest du pays.

par MICHEL CORBEIL
LE SOLEIL

Hier, Gaz Métro a annoncé que l'augmentation de la demande se traduira pas des ventes supplémentaires de 20 milliards de pieds cubes par an d'ici 1992-1993. C'est une hausse de 10 % du volume de gaz vendu au Québec. Elle ne peut se réaliser sans accroître la capacité de transport de ce type de carburant de l'Alberta vers le Québec, estime la compagnie.

Or TransCanada Pipelines (TCPL), à qui appartient le gazoduc, « n'est pas en mesure d'assurer le service demandé tant que l'ONE n'aura pas révisé certaines règles de pratique qui n'ont pas été mises à jour depuis la déréglementation des prix et des marchés en 1985 », soutient-elle. L'ONE exige que Gaz Métro ait en main des contrats garantissant les nouveaux achats.

Selon un conseiller aux affaires publiques chez Gaz Métro, M. Michel Julien, la déréglementation a amené les consommateurs à négocier eux-mêmes ces ententes avec les producteurs, si bien que son entreprise n'est plus signataire des accords. « Nous demandons que les règles de l'Office soient pleinement adaptées à la situation. Qu'elles permettent aux clients de négocier leurs ententes et à Gaz Métro de recevoir des volumes supplémentaires sans contrat ferme. »

Selon la compagnie québécoise, TCPL devra investir \$180 millions pour aménager des installations destinées à comprimer le gaz naturel dans les conduites existantes. La requête pour modifier les règles du jeu a été déposée vendredi au

près de l'ONE. Il n'a pas été possible de savoir si des groupes s'y opposent. Cependant, des producteurs de l'Ouest y seraient guère favorables, lorgnant davantage le marché américain.

Gaz Métro déposera d'ici le 8 octobre un plaidoyer si des intervenants soulèvent des objections. Selon M. Julien, ce dossier est d'une importance stratégique pour le Québec. « Il en va du développement industriel de la province », a-t-il affirmé, indiquant au passage que les secteurs des pâtes et papiers, des mines et de la pétrochimie peuvent être grands consommateurs de ce type d'énergie.

Cabano-Expéditex voit le bout du tunnel

MONTREAL — Après avoir traversé deux pénibles années marquées par des licenciements massifs et de graves problèmes financiers, la principale entreprise québécoise de camionnage, Cabano Expéditex, semble voir la lumière au bout du tunnel.

par MICHEL VAN DE WALLE
de la Presse canadienne

Pour la première fois depuis longtemps, un trimestre s'est soldé par un résultat positif, un bénéfice net de \$1.66 million ou 15 cents par action ayant été enregistré au cours des trois premiers mois de la nouvelle année financière. Les revenus ont frôlé les \$34 millions contre \$37.6 millions au cours du premier trimestre de l'exercice précédent.

« Nos plans prévoient que nous terminerons l'année avec un profit de \$3 millions », a indiqué hier à Montréal le nouveau président de la compagnie, J. Arthur Servant. Il y a environ 11 millions d'actions

ordinaires en circulation, ce qui ferait un bénéfice par action d'environ 27 cents.

Si Cabano Expéditex peut maintenant rouler un peu mieux, c'est que son principal créancier, la Banque Nationale, acceptait le printemps dernier de convertir \$35 millions de la dette à long terme de la compagnie en obligations au taux maximal de 7.5 %. Cette restructuration financière, a indiqué M. Servant, permet à l'entreprise d'économiser \$4 millions par année en frais d'intérêts. Un montant supérieur, faut-il le souligner, aux profits prévus pour cette année.

Quant au chiffre d'affaires, M. Servant estime qu'il devrait

être d'environ \$148 millions pour l'exercice en cours, soit un peu moins que les \$153.6 millions de l'année dernière. Au cours de ce dernier exercice complet qui avait pris fin en avril 89, Cabano Expéditex s'était enfoncée dans le rouge, affichant une perte après poste extraordinaire de \$16 millions ou \$3.40 par action.

La baisse des revenus cette année vient de ce que Cabano Expéditex a perdu des clients en cours de route depuis deux ans, dont un important dans le secteur automobile.

La compagnie exploite 2,600 remorques et 900 tracteurs et emploie 2,100 personnes. C'est plusieurs centaines de moins qu'il y a deux ans, lorsque Cabano d'Anjou procédait à l'acquisition de Brazeau et d'Expéditex, deux grandes entreprises de camionnage qui devaient assurer la domination de l'entre-

prise dans l'est du Canada mais dont les achats ont provoqué un endettement excessif et des problèmes de gestion.

Les anciens propriétaires, Reno et Réal Emond, ont d'ailleurs dû revendre leur entreprise à une nouvelle équipe dirigée par Norman Morrisson et Emanuele Saputo. Avec le Fonds de solidarité de la FTQ, on avait alors injecté \$6.35 millions dans la compagnie. Entré chez Cabano en décembre, J. Arthur Servant en devenait le président en août.

Environ 800 d'entre eux sont d'ailleurs des actionnaires de la compagnie. Cabano a fait deux émissions REA, l'une à \$5 en 1986 et une seconde à \$4 après le krach boursier de 1987. Après avoir atteint un creux de 85 cents l'hiver dernier, les actions de Cabano Expéditex se transigeaient récemment autour de \$1.60.

L'OPEP augmente sa production à 20.5 millions de barils malgré l'opposition du Koweït et de l'Algérie

GENÈVE — L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a conclu dans la confusion un compromis boiteux sur le volume de sa production de brut au dernier trimestre 1989, auquel le Koweït et l'Algérie ne se sont pas ralliés.

par ISABELLE HOURCADE
de l'Agence France Presse

Dans l'attente d'un accord sur un système permanent de répartition des quotas d'ici la fin de l'année, le comité de surveillance a décidé d'augmenter d'un million de barils par jour (mbj) le plafond de production pour le porter à 20.5 mbj, a annoncé le secrétaire général de l'OPEP, le Dr Subroto.

Les 13 pays de l'OPEP n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur une proposition iranienne fixant un plafond de production

de 21.5 mbj, qui visait à mettre fin aux sempiternelles querelles sur les quotas de production.

La Libye et les Émirats arabes unis ont demandé à consulter leur gouvernement, a indiqué le ministre iranien du Pétrole, Gholamreza Aghazadeh.

L'Algérie s'est dissociée de la décision du comité de surveillance, jugeant que l'objectif d'un prix de \$18 le baril n'était pas atteint et que les problèmes de discipline n'étaient pas réglés.

Le Koweït a émis de son côté

une réserve sur son quota de production. Le ministre koweïtien du pétrole, le cheikh Ali Khalifa al Sabah, a aussitôt déclaré que le Koweït ne se sentait pas légalement lié par cette décision.

Le ministre iranien du Pétrole, Gholamreza Aghazadeh, a indiqué que le nouveau plafond de 20.5 mbj restait partagé au pro rata de la répartition actuelle des quotas.

Mais le comité n'a pas publié de communiqué ni les chiffres des nouveaux quotas. « On est en dehors de la légalité, a estimé un délégué algérien. C'est la confusion la plus totale. »

Selon M. Subroto, la proposition iranienne aménagée va faire l'objet de consultations au niveau gouvernemental. Il a a-

jouté que si les consultations aboutissaient rapidement, le comité pourrait se réunir « avant même » la conférence de novembre à Vienne pour entériner un nouveau système de répartition des quotas.

En réaction aux décisions de l'OPEP, les cours du pétrole Brent de mer du Nord ont perdu 25 cents à Londres, la livraison novembre tombant à \$17.45 le baril.

Par contre le baril de pétrole brut a légèrement progressé à la Bourse Mercantile de New York. Le cours du baril de West Texas Intermediate pour livraison en septembre, a clôturé en hausse de six cents à \$19.59. La veille, il avait fait un bond de 30 cents en clôture.

VALEUR DES DEVICES EN \$ CANADIEN

	27 sept. 89	Var. 1 sem.	Var. 1 an
Dollar américain	1.1774	-0.0053	-0.0411
Livre sterling	1.8991	+0.0281	-0.1462
Franc français	0.1848	+0.0030	-0.0057
Deutsche mark	0.6254	+0.0151	-0.0229
Franc suisse	0.7210	+0.0178	-0.0451
Yen japonais	0.0083	+0.0002	-0.0007

MARCHÉS BOURSISERS ÉTRANGERS

	26 sept. 89	Var. 1 sem.	Var. 1 an
New York	2,663.94	+04.75	+22.8 %
Londres	2,336.10	-23.50	+30.3 %
Paris	1,919.70	+13.20	+21.8 %
Francfort	677.70	-05.90	+23.6 %
Zurich	1,186.80	-13.00	+25.9 %
Tokyo	35,444.80	+484.10	+17.5 %

Graphique, LE SOLEIL

REPÈRES

Un système de retraite archaïque

Les gouvernements doivent améliorer rapidement les régimes de retraite de façon à ce que les personnes âgées puissent se retirer dans le confort et la dignité, estime le Conseil national du bien-être.

« Le système a encore des limites profondes dont les gouvernements ne se sont pas occupés adéquatement », indique le rapport sur les retraites émanant de l'organisme fédéral.

Tout en reconnaissant que certains changements effectués au cours des dernières années sont venus améliorer les régimes de retraite, le conseil fait quand même remarquer que 600,000 de nos aînés vivent encore dans la pauvreté parce que les montants que leur accordent les gouvernements fédéral et provinciaux sont trop bas.

Et, bien que la pauvreté chez les personnes âgées n'est plus ce qu'elle était il y a une génération, près de 24 % des Canadiens ayant 65 ans et plus vivaient dans la pauvreté en 1987, fait ressortir le rapport de 67 pages, « A Pension Primer ».

« Bien des travailleurs disposant de revenus moyens accusent une baisse sensible de leur niveau de vie au moment de la retraite ».

« Seuls les riches se permettent le luxe de ne pas avoir de soucis d'argent, et pourtant ce sont eux qui bénéficient le plus des largesses des gouvernements qui leur offre la possibilité de se faire un petit pécule pour leurs vieux jours. »

Les régimes de retraite privés se sont améliorés mais beaucoup de groupes n'en bénéficient que très peu, affirment les 21 membres du conseil chargé de formuler des recommandations au ministre de la Santé Perrin Beatty en matière de bien-être.

Par exemple, un travailleur du secteur privé sur trois est au service d'une compagnie où il existe un régime de retraite, indique-t-on. Et ce sont les employés les mieux payés qui figurent au nombre des participants à un régime de retraite, par rapport à ceux qui sont au bas de l'échelle salariale.

« En fin de compte, les changements intervenus au cours des dernières années n'ont fait que commencer à répondre aux besoins financiers des personnes âgées », dit le rapport. « La réforme des régimes de retraite ne constitue plus une des priorités essentielles dans la liste des politiques sociales gouvernementales, mais le besoin de progresser dans ce domaine demeure toujours aussi urgent. »

Le conseil projette de publier un rapport l'année prochaine, rapport dans lequel figureront des recommandations spécifiques concernant les améliorations à apporter aux régimes de retraite.

par la Presse Canadienne



La Caisse Populaire Desjardins

DÉPÔT À TERME

1 an minimum 1 000\$
10 3/4 %*
Intérêts versés annuellement

18 mois minimum 1 000\$
11 %*
Intérêts versés à échéance

5 ans minimum 1 000\$
10 1/4 %*
Intérêts versés annuellement

PRÊT HYPOTHÉCAIRE

3 ans minimum 1 000\$
11 3/4 %*
Intérêts versés annuellement

Taux recommandé par la Fédération des caisses populaires Desjardins et à ses caisses populaires affiliées, le 28 septembre 1989.
*Taux d'intérêt sujets à changement.

Les négociations ont repris entre Malette et les employés de Papiers Saint-Raymond

Les négociations ont repris hier soir entre le groupe ontarien Malette, intéressé à relancer Papiers Saint-Raymond, et le syndicat des ex-travailleurs.

par MICHEL CORBEIL
et DOMINIC HARDY
LE SOLEIL

L'attachée de presse de M. Michel Pagé, député-ministre de Portneuf, a fourni cette indication en fin de journée au sujet des installations réduites au silence, depuis juin, par une faillite.

Le tandem Malette-Rexfor et la Banque Impériale de Commerce sont parvenus à un accord qui

permettra la relance de l'usine de Papiers Saint-Raymond, en faillite depuis la fin juin.

Les détails de l'accord n'ont pas été divulgués. On préfère en effet attendre que les pourparlers aboutissent entre le syndicat et le groupe Malette.

Les négociations achoppent parce que les futurs propriétaires ne veulent pas reconnaître pleinement le syndicat. Par exemple, ceux-ci désirent en exclure les

mesureurs, les postes de bureau et le personnel du laboratoire. En outre, le principe de l'ancienneté ne s'appliquerait plus.

Vendredi, les deux parties avaient rompu les négociations. Le ministre Pagé a posé deux conditions pour que le gouvernement contribue à relance d'une compagnie qui embauchait 250 personnes : soit une entente avec le créancier, la banque CBIC, et un accord avec le syndicat.

La reprise du dialogue est d'autant plus encourageante que M. Pagé n'attend qu'une entente avec le syndicat pour présenter un dossier au conseil des ministres, a

laissé entendre Mme Fortin : « Tout est signé, mais nous attendons dans le but de protéger les travailleurs. »

Selon elle, la part de capital-actions que prendra la société d'Etat Rexfor, associé dans ce dossier avec Malette, est déjà déterminée de même que le montant de la subvention que la Société de développement industriel accordera.

Le redémarrage des installations coûtera \$10 millions, pour le rachat des actifs, et \$10 millions d'investissements à court terme. La seconde phase du plan prévoit l'injection de \$100 millions à compter du 31 mars 1990.

Le CN veut se retirer du nord de Saint-Raymond

Le CN veut démanteler le tronçon de voie ferrée au nord de Saint-Raymond et cette requête pourrait affecter la

relance de Papiers Saint-Raymond.

par PIERRE ASSELIN
LE SOLEIL

Les deux sociétés ont adressé une demande à l'Office national des transports du Canada (ONT) pour obtenir un sursis de six mois.

L'ONT doit en effet se prononcer sur une requête que lui ont présentée les Chemins de fer nationaux du Canada (CN) pour abandonner l'exploitation de 32 km de voie qui relie le nord de

Saint-Raymond jusqu'à la ligne principale Montréal-Lac-Saint-Jean, à Rivière-à-Pierre.

Au Conseil régional de développement, on craint que si la ligne est démantelée au nord de Saint-Raymond, le CN revienne dans deux ans pour démanteler la voie du côté sud, jusqu'à Québec, affirme M. Jean-Marc Bissonnette.

La plupart des industries papeteries ont besoin du train pour s'approvisionner ou pour expédier

leur produit, et la disponibilité du service sera un facteur qui influencera les projets d'expansion de la papeterie. Rexfor ignorait également que depuis 1986, il n'y a plus de service ferroviaire, ni d'un côté ni de l'autre de Saint-Raymond, et ce malgré une récente décision de l'Office national des transports qui a tout juste permis d'éviter le démantèlement de la voie sud.

Le CN pratique une politique tarifaire qui décourage les utilisateurs. Il en coûte ainsi \$998 pour acheminer un wagon de bois de l'Abitibi jusqu'à Québec alors qu'une liaison Abitibi-Saint-Raymond coûte \$1,498, soit \$500 de plus pour les 40 milles entre Saint-Raymond et Québec. Cette même distance ne coûte pourtant que \$350 par camion.

Hôtel Maritime

UNE ALTERNATIVE DE
STYLE EUROPÉEN A
DES PRIX ABORDABLES

FACILITÉ DE CONGRÈS
DE 10 À 250 PERSONNES

LE MEILLEUR RAPPORT
QUALITÉ/PRIX

72\$ Tarif
corporatif
occupation simple
ou double

MEMBRE DE LA
CHAÎNE HÔTELIÈRE
SANS FRAIS AU QUÉBEC

Hôtel Maritime
AL CŒUR
DE LA VILLE

1155, rue Guy, Montréal, Québec
H3H 2K5 Tél.: 055-60819
Téléphone: (514) 932-1411
Sans frais: 1-800-363-6255
Fax: (514) 932-0446

Phases I et II
LOUÉES À 100%

**COMPLEXE
DE LA CAPITALE**
(Édifice Dubeau)
PHASE III
BUREAUX À LOUER

- Idéals pour médecins, spécialistes, etc.
- Déjà occupés par Clinique d'orthopédie pour enfants et Dentiste
- Livrés aménagés

Face aux Galeries de la Capitale et près des grands réseaux routiers. Excellentes conditions.

M. Caron
622-8253

NOVERCO

Bernard L. Gouin

Noverco Inc. est heureuse d'annoncer la nomination de Bernard L. Gouin à titre de vice-président, finances.

M. Gouin apporte à ce nouveau poste plus de 10 années d'expérience acquises dans le secteur financier au sein de sociétés internationales et auprès de banques à charte canadiennes. Il possède des baccalauréats en arts et en sciences de l'Université d'Ottawa ainsi qu'une maîtrise en administration des affaires de l'Université Western Ontario.

Noverco Inc. est une société publique de gestion cotée aux bourses de Montréal et de Toronto et dont la mission est d'acquies, de financer et de gérer des entreprises reliées principalement au domaine de l'énergie.

CONFÉRENCE

M. Pierre Girard
Le Groupe St-Hubert

Dans le cadre du Mois de la qualité, l'Association québécoise de la qualité (AQQ), en collaboration avec la Commission de formation professionnelle de la région de Québec, Chaudière-Appalaches (CFP) et le Centre spécialisé de robotique, vous invitent au colloque "Direction-qualité" qui se tiendra le **jeudi 5 octobre 1989 à 8h30** à l'Auberge des Gouverneurs de Sainte-Foy.

Au cours de cette journée, monsieur Pierre Girard, du Groupe St-Hubert, prononcera une conférence intitulée "Le programme 'S'engager à l'excellence': un outil de gestion de la qualité".

Frais d'inscription: **100\$**
Pour réservations: **Louise Fortier**
(418) 833-1965.

**BLANCHETTE
VACHON
ET ASSOCIÉS**
Comptables Agréés

René Beaupré, C.A.

Les associés de Blanchette Vachon et Associés, C.A., ont le plaisir de vous informer que monsieur René Beaupré, C.A., s'est joint à leur équipe et assumera la direction du bureau de Charny.

Monsieur Beaupré a été contrôleur d'une des plus importantes coopératives agricoles du Québec pendant neuf (9) ans. Il a acquis une vaste expérience en gestion d'entreprises, tant sur le plan de la fabrication que sur le plan commercial, en finance, systèmes d'informations, budgétisation, production agricole, etc. Auparavant, il avait pratiqué sa profession au sein d'une firme internationale de comptables.

Blanchette Vachon et Associés, C.A. est un des plus importants cabinets d'experts-comptables de la région. Il offre un échantillonnage de services dans tous les domaines de la comptabilité, de la gestion, de l'informatique, de la vérification, de la consultation générale et de la fiscalité.

Sainte-Marie 266, av. du Collège G6E 3C4
Tél.: 387-3636
FAX: 387-6085

Saint-Lambert 1137, rue du Pont G0S 2W0
Tél.: 889-9807

Charny 9335, du Centre Hospitalier G6X 1L7
Tél.: 832-6155

LA NORD-AMÉRICAINE

Gilles Côté Jr, A.V.A.

La Nord-américaine est heureuse d'annoncer la nomination de Gilles Côté Jr, A.V.A., au poste de directeur de l'agence Québec Ste-Foy.

Avant de se joindre à la Nord-américaine, monsieur Côté a occupé divers postes à responsabilité croissante dans la vente et la direction auprès d'une importante compagnie d'assurance-vie au Canada.

Gérald Côté, A.V.A., ancien directeur de l'agence Québec Ste-Foy, se retire de la direction après 21 ans de loyaux services. Monsieur Côté continuera de servir sa clientèle personnelle et demeurera un membre actif de l'agence.

Avec un actif de plus de cinq milliards de dollars et un portefeuille de polices d'assurance-vie en vigueur de 46,7 milliards de dollars, la Nord-américaine compte parmi les compagnies mutuelles d'assurance-vie les plus importantes au Canada. La Compagnie est représentée dans tout le Canada et les États-Unis et offre, par l'entremise de ses filiales, un éventail de services financiers diversifiés, dont des services immobiliers, des services de conseils en matière de placements, des rentes à prestations variables, des fonds communs de placement et des services de gestion de capital de risque.

Gérald Côté, A.V.A.

EN UN CLIN D'OEIL

■ Murox construira Glaverbec à Saint-Augustin-de-Desmaures

SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE — Une filiale du Groupe Canam Manac, la compagnie Murox inc., vient d'obtenir un contrat de \$6 millions dans le cadre de la construction de l'usine de Glaverbec. Murox fabriquera et installera les composantes d'acier des deux bâtiments qui regrouperont les activités de formage et d'entreposage de verre froid.

■ Sony achète Columbia Pictures pour \$3 milliards

NEW YORK — Sony a annoncé que Columbia Pictures Entertainment avait accepté son offre de rachat pour quelque \$3 milliards au comptant ou \$27 par action. Sony précise que le conseil d'administration de Columbia avait mis un certain nombre de conditions à ce rachat. Mais Sony compte achever l'acquisition de Columbia d'ici au début novembre.

■ Le Groupe Sobeco s'implante dans les provinces Maritimes

FREDERICTON — Le Groupe Sobeco Inc., une des plus importantes firmes canadiennes de conseil en actuariat et en avantages sociaux, vient d'acquies la firme Eastern Canada Consulting Services Ltd. Cette transaction permet à Sobeco, un groupe comptant quelque 275 employés, d'avoir pignon sur rue dans les Maritimes. La nouvelle raison sociale sera Eastern Canada Consulting Services Ltd, division de Sobeco Inc.

■ Prix décerné à Ameublement Tanguay pour septembre

SAINTE-FOY — Ameublement Tanguay s'est vu décerner le prix Le Mérite commercial Desjardins à titre d'entreprise du mois de septembre dans la région de Québec, a annoncé la Chambre de commerce de Sainte-Foy. Fondée il y a 27 ans, l'entreprise compte 230 employés et vise en 1989 un chiffre d'affaires de \$80 millions.

■ Baisse du bénéfice de Laperrière & Verreault

TROIS-RIVIÈRES — Le Groupe Laperrière & Verreault a connu une forte croissance de ses ventes de \$10,4 millions à \$24,1 millions au cours de son premier trimestre. Par contre, le bénéfice net se situe à \$258,338 soit 6 cents par action, comparativement à \$365,751 ou 9 cents par action pour la même période l'an dernier.

■ Perte nette de \$555,000 pour le groupe pétrolier Olco

MONTREAL — OLCO Petroleum Group inc. a subi, au cours du trimestre terminé le 31 juillet 1989, une perte nette de \$555,000 soit 4 cents par action, comparativement à un bénéfice de \$191,000 ou 1 cent par action un an plus tôt. Les ventes et autres revenus pour la période se sont élevés à \$84 millions, au regard de \$74 millions pour les trois premiers mois de 1988.

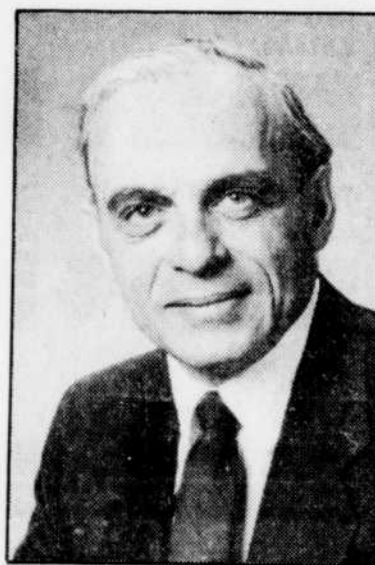
Suite à la page B-5

JEAN LANCTÔT À LA DIRECTION DU GROUPE COOPERS & LYBRAND

MONTREAL — Les associés de Coopers & Lybrand/Laliberté Lanctôt et du Groupe conseil Coopers & Lybrand sont heureux d'annoncer la nomination de **Jean Lanctôt, f.c.m.a., f.c.a.,** à titre d'associé directeur général du bureau de Montréal et de membre du comité exécutif national du cabinet.

Au cours des dernières années, **Monsieur Lanctôt** a poursuivi sa carrière comme conseiller financier auprès de nombreuses entreprises québécoises et multinationales. Il a également agi comme membre du conseil d'administration de plusieurs sociétés ouvertes et fermées.

Le Groupe Coopers & Lybrand offre une gamme complète de services en vérification, en fiscalité, en évaluation d'entreprise, en financement, en insolvabilité, en regroupement d'entreprises et en consultation en management.



Jean Lanctôt

Le cabinet sert ses clients dans toutes les grandes villes du Canada et dans le monde entier grâce à un réseau de 500 bureaux répartis dans plus de 100 pays.

Le Groupe Coopers & Lybrand
comptables agréés
conseillers en management



Mon voisin d'en face se la coule douce.

Les Condominiums Havre St-Félix, c'est une vue absolument imprenable sur le fleuve. Un cadre de vie exceptionnel qui, merveilleusement intégré à la beauté du site, respire l'harmonie et le bien-être. Un investissement judicieux. Avant de choisir ailleurs, il faut voir Havre St-Félix.

**CONDOMINIUMS
HAVRE ST-FÉLIX**
4424, rue St-Félix
Cap-Rouge
652-9416
À partir de 109 000 \$.

**H A V R E
Saint-Félix**

La vente de la division des vaccins IAF à IAF Biochem suscite des tensions

MONTREAL — Le dossier de la vente de la division des vaccins de l'Institut Armand-Frappier à IAF Biochem continue de susciter des tensions.

par MICHEL VAN DE WALLE
de la Presse canadienne

« Nous sommes confiants de conclure cette entente dans un avenir rapproché » assurait hier le président d'IAF Biochem, le Dr. Francesco Bellini. De son côté, le vice-président exécutif du Fonds de solidarité, Denis Dionne, affirmait qu'il n'y avait pas d'accroc majeur mais que certains éléments de la transaction demeuraient à

finaliser.

Lors d'une réunion hier de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec, dont l'Institut Armand-Frappier est une constituante, on incitait IAF à continuer ses négociations avec le groupe acquéreur de sa division des vaccins.

En résumé, il est prévu qu'un consortium formé du Fonds de solidarité, de Cascades et de la Caisse de dépôt et placement achèterait le bloc de 39 % des ac-

tions que l'Institut détient dans IAF Biochem. Et cette dernière entreprise deviendrait le principal propriétaire de la division des vaccins de l'Institut.

M. Bellini prétend que, ce qui bloque l'affaire, « c'est qu'il y a malentendu sur le prix à payer pour les actions entre l'Institut et l'Université du Québec ». En fait, que le prix de \$5.75 l'action payé par le consortium pour acquérir le bloc de titres de IAF Biochem détenu par l'Institut continue de mécontenter certaines personnes. Actuellement, les actions de Biochem se transigent autour de \$13, ayant pratiquement triplé en un

an. Le prix de \$5.75 est celui qui prévalait l'hiver dernier, peu avant que les discussions s'amorcent.

Selon certaines sources, le transfert du personnel de la division des vaccins de l'Institut vers IAF Biochem ferait également problème.

Par ailleurs, M. Bellini a nié s'être engagé à vendre la division des vaccins à la société American Vaccine mais il n'a pas écarté que les vaccins d'IAF pourraient être éventuellement commercialisés aux États-Unis dans quelques années par Nava, une co-entreprise qu'il a formé avec la compagnie américaine.

L'OPA de Mérieux agace et inquiète beaucoup

TORONTO (PC) — Le gouvernement fédéral a demandé 30 jours supplémentaires pour procéder à la révision de la tentative de contrôle du fabricant de vaccins canadien Connaught BioSciences Inc. par Mérieux. La transaction a suscité les protestations de plusieurs milieux.

Investissement Canada, l'agence fédérale qui évalue les mainmises étrangères, a entrepris en juin la révision de l'offre faite par l'Institut Mérieux pour l'acquisition de Connaught BioSciences et, à deux reprises, a demandé 30 jours de plus.

Hier, M. Alan Nymark, vice-

président exécutif d'Investissement Canada, a fait savoir que l'agence avait besoin de 30 autres jours pour pouvoir discuter avec les dirigeants de l'Institut Mérieux.

Au début, Mérieux et Connaught envisageaient de fusionner pour former une nouvelle entreprise, dont Mérieux aurait détenu

51 % des actifs. Mais lundi, le fabricant français de produits pharmaceutiques a modifié sa stratégie et amélioré son offre en réplique à une tentative d'acquisition au comptant annoncée par Ciba-Geigy et Chiron.

Annulant son projet de fusion, Mérieux a annoncé qu'elle offrirait \$942 millions comptant, soit l'équivalent de \$37 l'action, pour une mainmise pure et simple. On devrait connaître les détails de cette nouvelle offre aujourd'hui dans une circulaire envoyée aux actionnaires de Connaught.

Les adversaires d'une main-

mise étrangère sur cette compagnie maintiennent que le Canada risque de perdre une de ses plus importantes entreprises de haute technologie ainsi que les revenus découlant des travaux de recherche qu'elle commande chaque année au pays.

Entre-temps, les actions de Connaught ont continué de grimper à la Bourse de Toronto, les investisseurs semblant croire qu'on offrira encore mieux pour Connaught. Hier, le titre a atteint \$37.86, après une hausse de 25 cents, dans le virement de 162,925 actions.



Félicitations

Vous avez choisi le gaz naturel pour son efficacité et sa grande propreté à votre nouvelle usine de Saint-Augustin-de-Desmaures.

À titre de distributeur de gaz naturel et d'expert-conseil en gazotechnologies, Gaz Métropolitain est fière d'être associée à Glaverbec inc.



Gaz Métropolitain

LA FORCE DE L'ÉNERGIE

CONSEILS D'ADMINISTRATION

Que sont devenus les REEL ?

Même si la déduction pour contribution à un régime enregistré d'épargne-logement a été abolie, il serait bon de connaître les implications fiscales pour les particuliers qui n'ont toujours pas retiré la totalité des sommes qu'ils ont investies dans ce régime et pour lesquelles la plupart des institutions financières offrent un très faible rendement.

Le régime enregistré d'épargne-logement a été créé en 1974. La raison formelle de sa création était d'aider les jeunes couples à accumuler les fonds requis pour effectuer la mise de fonds initiale sur une maison.

Cependant, certains ont affirmé que la vraie raison de sa création était d'encourager les particuliers à épargner et que ce régime était une bonne façon d'arriver à cette fin.

Au provincial

Depuis l'année d'imposition 1983, aucune déduction n'est permise à titre de contribution dans un REEL pour les particuliers sur leur déclaration provinciale.

Cependant, ceux qui n'ont pas encore acquis de logement ne sont pas pénalisés car ils peuvent conserver leur REEL, les intérêts continuant de s'accumuler sans impôt.

Lors du retrait, les fonds doivent être inclus dans le revenu du particulier. Par contre, les fonds ne sont pas imposés s'ils sont utilisés, dans l'année du retrait des fonds ou dans les 60 jours qui suivent, à l'acquisition d'un logement de type propriétaire-occupant à condition que cette acquisition survienne avant la 21^e année qui suit celle au cours de laquelle le particulier a souscrit pour la première fois au régime.

Le 16 mai dernier, lors du discours sur le Budget, le ministre Gérard D. Lévesque a annoncé que les fonds accumulés dans un tel régime pourront être utilisés, en totalité ou en partie, non seulement pour l'achat d'une résidence mais aussi pour l'achat de meubles neufs et ce, après le jour du discours sur le Budget et avant le 1^{er} janvier 1990.

Dans le but de simplifier l'application de cette mesure, les meubles admissibles sont constitués des meubles présentement exemptés de la taxe de vente au détail.

Ces meubles comprennent notamment le mobilier qui garnit habituellement une habitation résidentielle ainsi que les réfrigérateurs et les cuisinières de telles habitations.

Au fédéral

Au fédéral, le régime enregistré d'épargne-logement a été aboli seulement le 31 décembre 1985. Entre le 22 mai 1985 et le 31 décembre 1985, les particuliers pouvaient retirer, sans aucune implication fiscale (au niveau fédéral), la totalité des sommes investies dans ce régime.

Depuis 1986, les particuliers ont toujours la possibilité de retirer ces sommes sans aucune implication fiscale.

Cependant, le revenu gagné sur ces fonds depuis le 1^{er} janvier 1986 est imposable au même titre que tout autre placement.

Conclusion

Les sommes qui seront retirées d'un REEL en 1989 et qui ne serviront pas à l'acquisition d'un logement de type propriétaire-occupant ou à l'achat de meubles neufs seront incluses dans votre revenu aux fins de votre déclaration d'impôt provinciale seulement.

Comme on peut remarquer, les règles ne correspondent pas à celles contenues dans la législation fédérale.

Cependant, les règles annoncées dans le Budget provincial 1989-1990 semblent préconiser, dans un proche avenir, l'abandon total de ce régime puisqu'il ne comporte plus le même attrait depuis que le gouvernement fédéral l'a aboli en 1985.

par JEAN LAVIGUEUR
collaboration spéciale

Bachelier en administration, comptable agréé et membre du service de fiscalité chez Laliberté/Lancôt/Coopers & Lybrand à Québec.

**UNE SOLUTION INFORMATIQUE
«VRAIMENT D'AFFAIRES»**

Jean-Pierre Garneau
Président

Rock Gagnon
Contrôleur



En mars 1985, Ameublement de bureau de la Capitale a confié l'informatisation de ses opérations à l'entreprise Christian Gagnon services informatiques inc. Nous sommes heureux d'avoir pris cette décision. Cette équipe a su comprendre et cerner nos attentes et nous a proposé des logiciels bien conçus. Christian Gagnon services informatiques a aussi investi tous les efforts nécessaires pour adapter sa solution informatique à nos besoins toujours croissants.

Le choix de cette équipe de professionnels s'est avéré une très « bonne affaire » pour nous.

Jean-Pierre Garneau Rock Gagnon
Président Contrôleur

Ameublement de bureau de la Capitale inc.

**POUR UNE VISION ÉCLAIRÉE
DE VOS BESOINS**



**CHRISTIAN GAGNON
SERVICES INFORMATIQUES INC.**

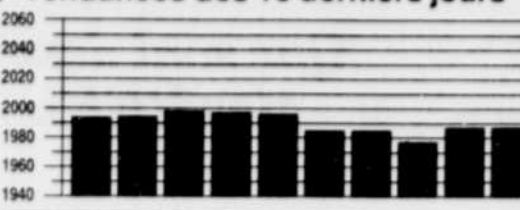
888, rue Saint-Jean, bureau 200
Québec (Québec) G1R 5H6
Tél.: (418) 524-2474
Télécopieur: (418) 647-5939

Partie intégrante de

**RAYMOND, CHABOT,
MARTIN, PARÉ**

LE MARCHÉ BOURSIE

MONTREAL Tendances des 10 derniers jours



Indice des valeurs industrielles : 1.988,27, inchangé. Volume des transactions : 6,3 millions d'actions. Titres en hausse : 168. Titres en baisse : 148. Titres inchangés : 188.

[illegible]

Chen A	290	55%	11%	24%	+12
Chen B	290	111%	11%	24%	+12
Chen C	2420	111%	11%	24%	+12
Chen D	100	124%	24%	24%	+12
Chen E	1296	57%	11%	24%	+12
Chen F	1296	57%	11%	24%	+12
Chen G	290	77%	27%	27%	+12
Chen H	300	361	361	361	+12
Chen I	300	110	10	10	+12
Chen J	1300	143	133	133	+12
Chen K	280	19%	9%	9%	+12
Chen L	280	19%	9%	9%	+12
Chen M	100	11%	7%	7%	+12
Chen N	1291	11%	22%	22%	+12
Chen O	1291	11%	22%	22%	+12
Chen P	550	14%	14%	14%	+12
Chen Q	550	14%	14%	14%	+12
Chen R	1291	11%	22%	22%	+12
Chen S	1291	11%	22%	22%	+12
Chen T	1291	11%	22%	22%	+12
Chen U	1291	11%	22%	22%	+12
Chen V	1291	11%	22%	22%	+12
Chen W	1291	11%	22%	22%	+12
Chen X	1291	11%	22%	22%	+12
Chen Y	1291	11%	22%	22%	+12
Chen Z	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AA	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AB	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AC	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AD	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AE	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AF	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AG	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AH	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AI	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AJ	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AK	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AL	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AM	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AN	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AO	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AP	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AQ	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AR	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AS	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AT	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AU	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AV	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AW	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AX	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AY	1291	11%	22%	22%	+12
Chen AZ	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BA	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BB	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BC	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BD	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BE	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BF	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BG	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BH	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BI	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BJ	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BK	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BL	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BM	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BN	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BO	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BP	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BQ	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BR	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BS	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BT	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BU	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BV	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BW	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BX	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BY	1291	11%	22%	22%	+12
Chen BZ	1291	11%	22%	22%	+12
Chen CA	1291	11%	22%	22%	+12
Chen CB	1291	11%	22%	22%	+12
Chen CC	12				

[illegible]

TORONTO Tendances des 10 derniers jours



Indice des valeurs industrielles : 3,918.12, en baisse de 2.88. Volume des transactions : 26.7 millions d'actions. Titres en hausse : 316. Titres en baisse : 346. Titres inchangés : 346.

[illegible][illegible][illegible]

COMPTOIR

TORONTO — Le relevé des actions négociées au comptoir est fourni par l'Association des courtiers en valeurs mobilières du Canada sous l'autorité de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. Le volume comprend les transactions pour clients et les échanges entre courtiers.

[illegible]

LES OBLIGATIONS

ORONTO (PC) — Les cours demeuraient inchangés au terme d'une séance modérée de transactions, hier, sur le marché canadien des obligations. Il en était ainsi pour les court, moyen et long termes, ainsi que les titres des sociétés et ceux des provinces. L'argent au jour le jour commandait un intérêt de 11 7-8 pour cent.

[illegible]

LES DENRÉES

Par la Presse canadienne

LES BÉNÉFICES

Beurre: Commission canadienne de l'industrie
lière, prix d'achat le kilo: 39-92: \$5.167; 40-93:
167; prix du gros au détaillant: \$5.678.

Fromage cheddar au kilo, première catégorie, nc: \$5.225; première cat., colore: \$5.232.

Produits concentrés (sac de 20 kg): lait écrémé poudre, pulvérisé: \$3.046 le kg; pour bétail: 373 le kg; poudre de babeurre, pulvérisé: \$2.480 le kg; poudre de lactoserum, pulvérisé: \$0.649; pour bétail: 373 le kg.

Firan Corp.: neuf mois clos le 1er septembre: 1989, \$4,417,000, 61 cents par action; 1988, \$3,678,000, 51 cents par action. Revenus: 1989, \$97,277,000, 1988, \$61,356,000.

Starrex Mining Corp.: six mois ayant pris fin le 30 juin: 1989, \$461,556, 12 cents par action; 1988, \$1,289,924, 32 cents par action. Dividendes: 1989, \$0.00, 1988, \$0.00.

Deufs: prix de gros au détaillant à Montréal, en ton de 12, A-extra-gros: \$1.484; A-gros: \$1.463; A-yents: \$1.353; A-petits: \$0.972.

Prix payés aux producteurs d'œufs au Québec:
extra-gros: \$1.16; A-gros: \$1.16; A-moyens: \$1.05;
effrits: \$0.66.

Prix payés aux producteurs d'œufs en Ontario:
extra-gros: \$1.14; A-gros: \$1.14; A-moyens: \$1.03;
effrits: \$0.62.

Par La Presse Canadienne
Dividendes de société transmis, hier, trimes-
triels, sauf indication contraire:

Placer Dome Inc., ord., \$0.075, option échange en action. Payable le 13 novembre aux sociétaires inscrits le 20 octobre.

Union Gas Ltd.: 5.5 pour cent priv., \$0.69; 6 pour cent priv., \$0.75. Payable le 31 décembre, aux Jos.

0 lb; \$1.25-1.55 le sac de 10 lb; extra-grosses: 0 le sac de 50 lb. Ile-du-prince-Edouard, bro-

Pierre Péladeau soutient que son groupe de presse est à l'abri des difficultés que traverse l'industrie papetière

L'homme d'affaires québécois Pierre Péladeau est

très satisfait de l'association entre Quebecor et Donohue

lorsqu'il constate les difficultés sérieuses que vit l'industrie des pâtes et papiers, cette année.

« Le marché du papier est plus que mauvais, a souligné hier le conférencier invité de la Chambre de commerce de Sainte-Foy, lors d'une brève entrevue. C'est de la folie furieuse. Certaines compagnies accordent des rabais allant jusqu'à 35 %.

« Avec notre participation chez

Donohue, a glissé celui qui est actionnaire important de cette entreprise et président de Quebecor, je suis content parce que je suis protégé. »

Quebecor se porte acheteur de 100,000 tonnes de papier et le groupe Maxwell (associé avec Quebecor dans Donohue) en achète 200,000 tonnes. Les trois cinquièmes de la production des usines de Donohue se retrouvent donc chez ces consommateurs privilégiés.

Par ailleurs, M. Péladeau a répondu que la mauvaise conjoncture dans ce secteur d'activités bloque toute réflexion au sujet de la possibilité de greffer, un jour, une machine fabriquant du papier à la future usine de pâte de Donohue et la société d'Etat Rexfor construisant, en ce moment, à Matane.

Malgré une conjoncture difficile, a aussi dit M. Péladeau, la majeure partie de la production de ces installations est déjà réservée par des clients.

Bourassa n'a pas trouvé de successeur à Jean Campeau

MONTREAL — Parce qu'il n'a pas encore trouvé quelqu'un pour le remplacer, le premier ministre Bourassa pourrait prolonger le mandat de Jean Campeau à la tête de la Caisse de dépôt.

par HÉLÈNE BARIL
LE SOLEIL

Le président de la caisse a indiqué hier qu'une rencontre avec M. Bourassa avait été prévue après les élections pour discuter de son avenir et notamment de cette possibilité.

« La décision revient au premier ministre », a dit M. Campeau, en ajoutant qu'il n'était pas du tout pressé de quitter la caisse.

Le mandat de dix ans du président de la caisse se termine le 1er mars 1990. A 58 ans, M. Campeau pourrait encore entreprendre une carrière dans le secteur privé, où des responsabilités équivalentes à celles qu'il a à la caisse lui vaudraient un salaire beaucoup plus élevé que les quelque \$100,000 qu'il gagne actuellement.

« Il n'y a pas que le salaire à considérer », estime M. Campeau, qui trouve encore son travail fascinant et se dit très heureux d'être à la tête d'une équipe comme celle de la caisse.

M. Campeau ne veut tout de même pas d'un nouveau mandat de dix ans.

Il s'en est fallu de peu pour que M. Campeau quitte la caisse en janvier dernier. Le premier ministre avait alors vainement tenté de lui trouver un successeur, les candidats de son choix ayant décliné l'offre tandis que le ministre Paul Gobeil, qui convoitait le poste, n'était pas l'homme qui convenait à M. Bourassa.

Il semble donc que le premier ministre demandera à M. Campeau de demeurer à son poste au moins le temps qu'il lui faudra pour lui trouver un successeur.

M. Campeau participait hier au lancement du livre « La machine à milliards », qui raconte l'histoire de la Caisse de dépôt et de placement.

L'ouvrage, écrit par Mario Pelletier, recense les faits qui ont marqué l'existence de la caisse, depuis sa fondation en 1965 jusqu'à l'achat de Steinberg, qui est la plus importante transaction de son histoire.

loto-québec Résultats

Tirage du 89/09/27

7	8	13	14	15
18	21	23	24	27
36	41	43	45	50
54	59	62	64	69

Vous pouvez miser jusqu'à 21 h les soirs de tirage

PROCHAIN TIRAGE: 89/09/29

Lot	Catégorie (mise de 1\$)	Lot	Catégorie (mise de 1\$)	Lot	Catégorie (mise de 1\$)
10/10	200 000 \$	8/8	25 000 \$	6/6	1 000 \$
9/10	5 000 \$	7/8	200 \$	5/6	25 \$
8/10	200 \$	6/8	10 \$	5/5	250 \$
7/10	25 \$	7/7	5 000 \$	4/5	5 \$
6/10	5 \$	6/7	50 \$	4/4	100 \$
9/9	50 000 \$	5/7	5 \$	3/3	25 \$
8/9	1 000 \$			2/2	7 \$
7/9	100 \$				
6/9	5 \$				

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

FORÊT VOIR

On améliore la forêt avec vous

L'aménagement des boisés routiers, un pas de plus vers une forêt saine et un environnement de qualité.

Transports Québec

REXFOR

Énergie et Ressources Québec

LE SOLEIL

ABONNEMENT 647-3333

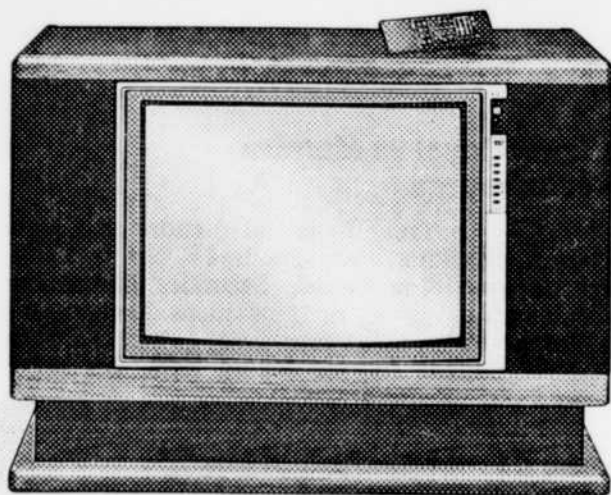
Extérieur: numéro sans frais 1-800-463-2362

Heures d'affaires: Lundi au vendredi: 7h à 17h30
Samedi et dimanche: 8h à 12h

UNE REMISE DIRECTE DE PHILIPS POUVANT ATTEINDRE 250 \$*



Faites une affaire en or avec certains produits de qualité Philips et recevez ensuite de Philips une remise directe pouvant atteindre 250 \$. Voilà un fantastique « double jeu » qui vous garantit une valeur sûre!



Téléviseur à console de 29 po PK6070AK

- Télécommande universelle à 36 touches
- Images superposées
- MTS/Son stéréo
- Menu de commandes affiché à l'écran
- Entrées et sorties audio et vidéo

PK4485CH, POK1515B, POK2215B

- Télécommande universelle à 33 touches
- Sortie audio variable
- MTS/Son stéréo
- Menu de commandes affiché à l'écran
- Capacité de 178 canaux



Téléviseur de table de 26 po PK4485CH



Téléviseur portable de 21 po POK1515B



Téléviseur de 29 po POK2215B

L'un des premiers fabricants de cassettes, de téléviseurs stéréo et de disques compacts, Philips possède à juste titre une renommée mondiale pour ses produits originaux et d'avant-garde. Notre gamme de produits de divertissement au foyer offre au client un rapport qualité/prix inégalé. Et chaque produit Philips est doté d'une importante garantie - atteignant même 40 mois dans certains cas - appuyée par les Centres de service au consommateur Philips répartis au Canada.



Ensemble audio PKG1060

- Récepteur radio à recherche automatique et préselection de 12 stations
- Amplificateur intégré de 55 watts R.M.S. - canal
- Double lecteur de cassettes avec copie à haute vitesse
- Table tournante semi-automatique à entraînement par courroie
- Système de haut-parleurs à trois directions de 75 watts R.M.S.
- Cabinet avec fini en simili bois noir



Allez voir les superbes aubaines que votre dépositaire Philips vous offre sur ces produits de qualité Philips et sur d'autres produits Philips.

Mais faites vite, car ces aubaines du « Double Jeu » ne dureront pas indéfiniment!

Magnétoscope à 8 émissions CR6693

- 4 têtes, son stéréo haute fidélité
- Décodeur MTS/SAP
- Syntonisation numérique au quartz à 155 canaux
- Programmation de 8 émissions, 1 mois à l'avance
- Télécommande à 46 fonctions
- Programmation affichée à l'écran

Faites un « arrêt court » chez ces dépositaires Philips:

BÉDARD LOUIS INC.
4885, 1^{re} avenue, Charlesbourg, 623-9815
2750 Chemin Ste-Foy, Plazal Laval, Ste-Foy, 651-9110
281 boul. l'Ornière, Loretteville, 842-3050
50 Charles A. Cadieux, Lévis, 837-0275
1683 boul. Talbot, Chicoutimi, 696-2822
150 St-Barnabé, Rimouski, 723-3373

LAFRANCE TV
240 St-Jean Baptiste, Isle Verte, 898-2665

GAGNON & FRÈRES
660 Sacre Cœur, Alma, 662-3459
1321 boul. Walberg, Dolbeau, 276-0765
918 boul. St-Joseph, Roberval, 275-0491
400 Racine est, Chicoutimi, 543-1501

G.B. ELECTRONIQUE
1650 Walberg, Dolbeau, 276-3636

MEUBLES J.P. GIGUÈRE
240 St-Jacques, St-Raymond, 337-2722

MEUBLES P.A. MATHIEU
109 avenue St-Grégoire, Montmorency, 663-7129

ELECTRONIQUE G. LALIBERTÉ
1007 rue Fontaine, St-Jean Chrysostome, 839-4328

M.B.C. RADIO SERVICE INC.
1051 boul. Perron, Carleton, 364-3883

PHILIPS

*Tous les modèles admissibles à une remise ne sont pas illustrés. Votre remise réelle dépend du modèle que vous achetez. L'offre prend fin le 14 octobre 1989.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

POUR FAIRE PARAÎTRE VOS ANNONCES DANS CETTE PAGE

COMPOSEZ **647-3270**

OU ÉCRIVEZ À CARRIÈRES ET PROFESSIONS LE SOLEIL L.T.E.E. C.P. 1547, QUÉBEC, QUÉ. G1K 7J6

Heures limites de réservation: midi l'avant-veille de la publication; jeudi midi pour publication samedi, dimanche ou lundi.

Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la loi numéro 50. Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

ASSISTANTE-DENTAIRE

demandée

40 heures/semaine

Disponibilité immédiate, en banlieue de Québec.

842-0753, 653-6542

RÉDACTEUR EN CHEF

Recherché par une maison d'édition en pleine expansion.

Cette personne d'expérience aura pour tâche la supervision de toutes les étapes de production, allant de la rédaction jusqu'à l'impression de la revue.

Toute personne intéressée et qualifiée pour remplir ce poste devra faire parvenir son c.v. à:

Dépt. 6622 - Le Soleil

390, St-Vallier Est

Québec, Qc G1K 7J6

Nous sommes à la recherche de

PEINTRES-

DÉBOSSSELEURS

ayant un minimum

de 7 années d'expérience.

527-3555

LE MONDE

La plus grande ville de l'Afrique du Sud

Johannesburg bannit peu à peu l'apartheid

JOHANNESBURG (AFP, AP) — La municipalité de Johannesburg, contrôlée par le parti du président Frederik W. De Klerk, a pris mardi soir une décision que l'opposition anti-apartheid réclamait à cor et à cri depuis longtemps : l'ouverture à toutes les races, depuis hier, des installations et des services municipaux qui étaient encore réservés aux blancs.

Dans la pratique, cela signifie que les autobus, les piscines et les centres de loisirs de la plus grande ville de l'Afrique du Sud sont désormais ouverts aux Noirs.

Le Mouvement Démocratique de Masse (MDM, alliance informelle de mouvements anti-apartheid), « se félicite » de cette décision, mais continuera la campagne de désobéissance civique tous azimuts qu'il mène depuis deux mois contre la ségrégation raciale, a déclaré à l'AFP l'un de ses porte-parole, Cas Saloojee.

« Des pans entiers de notre vie sont encore régis par la ségrégation raciale », a-t-il ajouté, citant notamment les hôpitaux (qui dépendent des autorités provinciales) et l'enseignement public (qui dépend de l'État), sans oublier

l'apartheid résidentiel, l'un des piliers du système.

Par ailleurs, à l'université Rand Afrikaans de Johannesburg, environ 200 étudiants Noirs ont manifesté contre la ségrégation dans les cités universitaires, après un scrutin récent lors duquel 75 pour cent des étudiants blancs avaient voté pour le maintien des cités réservées aux Blancs.

Entre-temps, quelque 40.000 manifestants défilaient dans le calme au centre d'East London (sud-est du pays), hier, lors d'une marche de protestation autorisée contre les brutalités policières.

À Johannesburg, enfin, le gouvernement sud-africain a libéré un activiste anti-apartheid de renom au Cap, M. Trevor Manuel.

Au pouvoir en Afrique du Sud depuis 1948, le Parti national (NP)

également au pouvoir à Johannesburg, avait institutionnalisé la ségrégation raciale dans tous les domaines de la vie quotidienne dans les années 1950. Il a été réélu, le 6 septembre, sur un programme visant à mettre fin à la discrimination et à la « domination blanche », pour reprendre les termes de M. De Klerk.

Le leader du Parti Conservateur (CP, extrême-droite) au conseil municipal de Johannesburg,

Jacques Theron, a réagi avec indignation à la décision du NP, condamnant son « mépris absolu » pour les opinions des habitants de certains quartiers.

Pour sa part, le directeur de la Chambre d'Industrie du Witwatersrand (région de Johannesburg), Marius de Jager, a estimé que l'abolition de l'apartheid dans les hôpitaux, les écoles et l'habitat « se produira de manière graduelle ».



Noirs ou blancs, les usagers du transport en commun voyagent ensemble à Johannesburg, après que la ville eût aboli, mardi, la ségrégation dans certains services municipaux, au grand dam de l'extrême droite conservatrice.

L'écrasement d'un DC-10 lié au trafic d'armes?

PARIS (d'après AP) — Plusieurs journaux ont fait état, hier, de la présence, à bord du DC-10 d'UTA, d'un intermédiaire français qui serait impliqué dans un trafic d'armes dans lequel un ministre tchadien, également tué dans l'attentat, aurait joué un rôle.

« Le Figaro », qui cite « plusieurs sources proches des milieux du renseignement », identifie sous le nom de Jacky Renaudin cet entrepreneur français « dont les activités concernaient aussi le com-

merce international d'armement ».

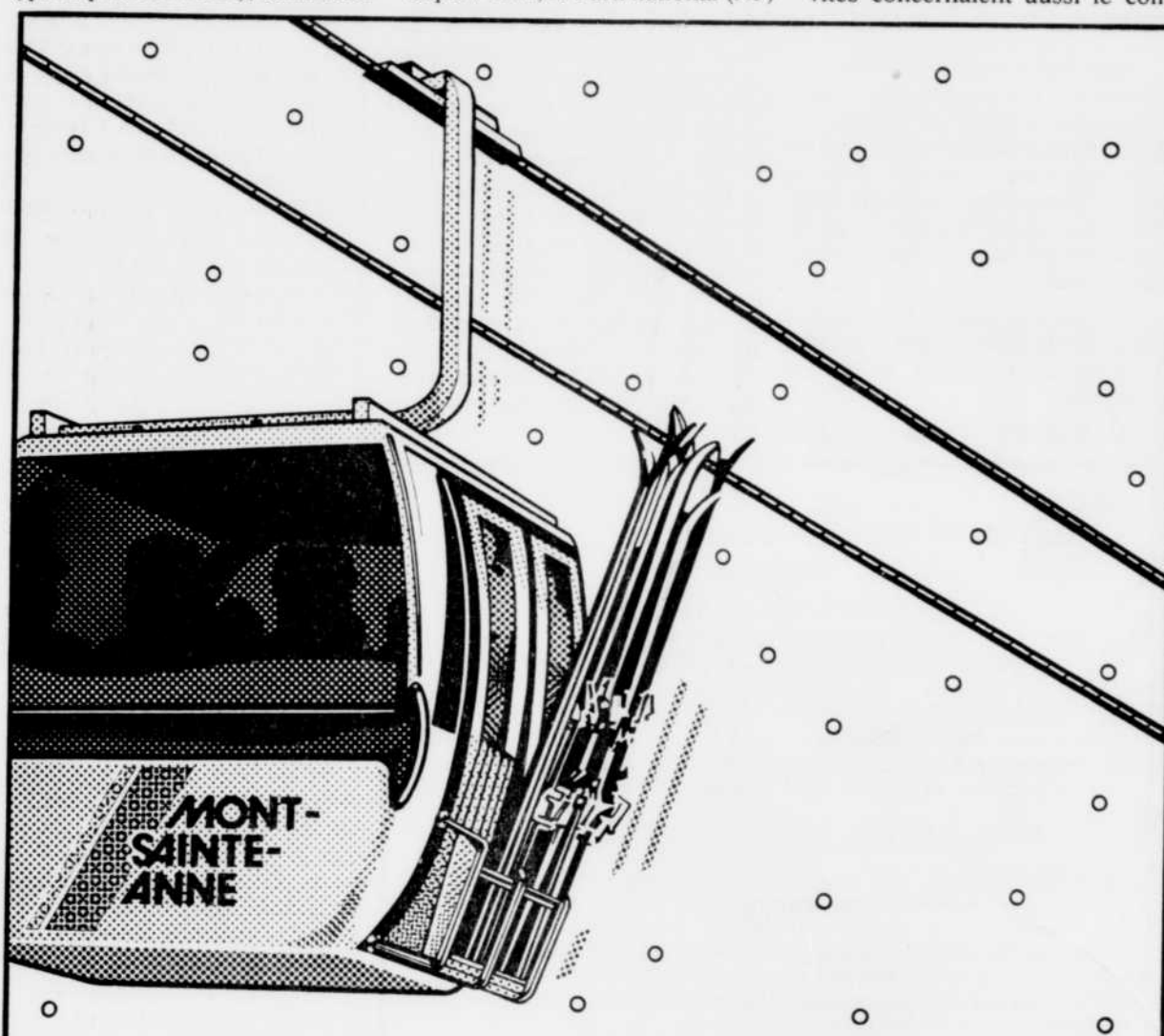
Le trafic dont se serait occupé M. Renaudin concerne un très important stock d'armes saisi lors de la défaite des forces libyennes face à l'armée du président tcha-

dien Hissène Habré. Une filière se serait mise en place à destination du Liban, sans doute des troupes chrétiennes du général Michel Aoun.

Selon « Libération », une liste d'armements aurait été découverte dans une valise retrouvée parmi les débris de l'explosion dans le désert du Ténéré. Cette valise appartenait soit au ministre tchadien de la Coopération, Mahamat Soumaila, soit à « l'inter-

médiaire français » dont « Libération » ne précise pas le nom mais indique qu'il représentait les « intérêts d'une société parisienne liée à un homme influent dans les allées du pouvoir ».

« Libération » estime également que les armes prises aux Libyens auraient été destinées, « avec le concours de l'Irak, au camp chrétien libanais, la milice des Forces libanaises ou l'armée du général Aoun ».



Avec la nouvelle télécabine du Mont-Sainte-Anne, huit passagers par cabine, confortablement assis, se retrouvent propulsés au sommet du plus grand centre de ski au Québec en moins de huit minutes!

Et ce n'est là qu'une des nombreuses nouveautés qui font du Mont-Sainte-Anne le centre le mieux équipé de tout l'Est du Canada. Car le Mont-Sainte-Anne, à l'aube de sa 25^{ème} saison, c'est aussi : ♦ 50 pistes; 5 nouvelles, dont 2 du sommet à la base. ♦ Un tout nouveau village, une toute nouvelle ambiance juste au pied des pentes, avec restaurants, bars et boutiques. ♦ La plus haute dénivellation en ski

de soirée au Canada avec 2 nouvelles pistes éclairées et tout le confort de la télécabine et du télésiège recouvert d'une bulle. ♦ Le site de la Coupe du Monde (slalom et slalom géant masculins), les 2 et 3 décembre 1989. Alors... à vous d'en profiter! Cette année, ne ratez pas l'occasion de vous assurer une saison

ABONNEMENT DE SAISON					
INDIVIDUEL	Régulier	Avant le 5 nov.	FAMILIAL	Régulier	Avant le 5 nov.
Adulte	705 \$	680 \$	1 ^{er} membre	705 \$	680 \$
14-20 ans*	560 \$	540 \$	2 ^e membre	600 \$	580 \$
7-13 ans*	375 \$	360 \$	3 ^e au 5 ^e membre		
65 ans et plus	375 \$	360 \$	14 à 20 ans*	265 \$	265 \$
6 ans et moins	GRATUIT	GRATUIT	7 à 13 ans*	210 \$	210 \$
			Max. par famille	1.840 \$	1.795 \$
HEBDOMADAIRE (du lundi au vendredi - 5 jours / 7 soirs)**					
Adulte	450 \$	420 \$	7-13 ans*	240 \$	210 \$
14 à 20 ans*	360 \$	330 \$	SOIR	275 \$	225 \$
ABONNEMENT SKI DE RANDONNÉE					
Adulte	Régulier	Avant le 12 nov.	Familial	Régulier	Avant le 12 nov.
	110 \$	100 \$		195 \$	175 \$

POUR S'ABONNER, AU MONT-SAINTE-ANNE: Au comptoir de renseignements du chalet principal, entre 9h et 16h, à compter du 30 septembre, les fins de semaine seulement jusqu'à l'ouverture de la saison de ski, puis tous les jours aux heures normales d'exploitation.

*Au 31 août 1989. **Valable le samedi et dimanche soir, pendant toute la saison. Toutefois, cet abonnement n'est pas valide en journée pendant la période allant du 26 décembre au 31 décembre 1989 inclusivement, ainsi que le 14 avril 1990. L'accès au ski de soirée est gratuit avec votre abonnement. L'abonnement est gratuit pour les enfants de 6 ans et moins.

RAISON DE PLUS DE S'ABONNER À L'HIVER!

BIEN PLUS QU'UNE MONTAGNE

Société des établissements de plein air du Québec

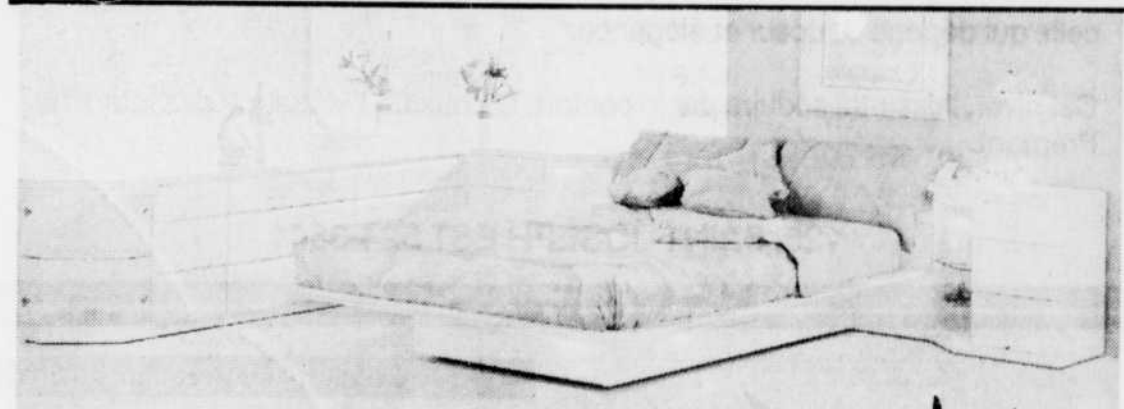
PAYEZ LE 1^{er} MARS 1990 SANS INTÉRÊT*



UNITÉ MURALE DE LUXE LAURIER

- beaucoup de rangement
- porte vitrée coulissante
- système d'éclairage intégré
- plusieurs tables ajustables et rétractables
- conception moderne

PRIX SPÉCIAL SUR PLACE



Le rêve à votre portée... Magnifique

LAURIER

MOBILIER DE CHAMBRE

Très élégant, fini polyester plastifié très résistant, blanc ou noir.

PRIX SPÉCIAL SUR PLACE



el ran

Confort, durabilité, relaxation, détente

Fauteuil berçant inclinable avec levier 499⁹⁵\$

Causeuse avec leviers 759⁹⁵\$

Sofa avec leviers 969⁹⁵\$

* léger dépôt requis et sujet à approbation

MEUBLES CROTEAU

8929, boul. Henri-Bourassa, 628-3305
Charlesbourg (en face du McDonald) 628-5610

L'assassinat du député Bakoyannis a dérouté la police grecque

ATHÈNES (d'après AFP) — Le gouvernement grec a tenu, hier, une réunion spéciale sur le terrorisme alors que la police ne disposait d'aucune piste sérieuse permettant l'arrestation des coupables du meurtre du député conservateur Pavlos Bakoyannis.

M. Bakoyannis avait été tué mardi matin de plusieurs coups de feu tirés dans le dos alors qu'il entraînait

dans l'immeuble de son bureau, au centre d'Athènes. L'organisation terroriste d'extrême-gauche 17 Novembre avait revendiqué la responsabilité de cet assassinat.

Le député, âgé de 54 ans, était le gendre du leader conservateur Constantin Mitsotakis et le porte-parole de son parti, la Nouvelle Démocratie, au pouvoir avec la Coalition de la Gauche et du Progrès (communiste) depuis les élections du 18 juin.

Trois terroristes ont disparu après avoir fui à bord d'une voiture qu'ils ont abandonnée à moins d'un kilomètre du lieu de l'attentat. La voiture et les plaques minéralogiques étaient volées.

Le tueur, qui a tiré à cinq reprises sur M. Bakoyannis a utilisé un pistolet de calibre 11,43, la même arme qui a servi pour la plupart des assassinats revendi-

qués par « 17 Novembre », depuis 1975. Aucun membre de cette mystérieuse organisation n'a jamais été arrêté.

S'adressant aux membres du gouvernement, le Premier ministre Tzannis Tzannetakis a déclaré que la première tâche du gouvernement serait de changer la direction de la police grecque. « Il est du devoir du gouvernement de donner une réponse claire aux terroristes », a dit M. Tzannetakis, avertissant que l'assassinat de M. Bakoyannis « et tous ceux qui l'ont précédé ne resteraient pas impunis ».

D'autre part, six personnes interrogées par la police après l'assassinat ont été remises en liberté mercredi faute d'éléments permettant de faire d'eux des suspects.

Enfin, le procureur d'Athènes

Vassilis Makris a demandé aux enquêteurs d'interroger le compositeur-militant Mikis Theodorakis ainsi que tous ceux qui, dans des déclarations à la presse mardi, ont affirmé connaître les « instigateurs moraux » de l'assassinat de M. Bakoyannis.

M. Theodorakis avait dit à la presse qu'ayant été un hors-la-loi pendant de nombreuses années — durant la dictature militaire —, il connaissait les « surprenantes ressources » des forces de sécurité grecques et concluait à des complicités dans la machine étatique et notamment dans la police et les services secrets.

Les obsèques de M. Bakoyannis auront lieu cet après-midi. Son assassinat, condamné par l'ensemble de la classe politique nationale, a stupéfié la Grèce entière si l'on en juge par les échos de la presse.

Les bases américaines déplaisent ... souverainement aux Philippines

MANILLE (NYTNS, AFP) — Même s'il a été houspillé lors de plusieurs manifestations anti-américaines et accueilli par le meurtre de deux fonctionnaires américains, le vice-président Dan Quayle s'est dit confiant, hier, que le gouvernement des Philippines renouvellera le traité sur les bases militaires des États-Unis sur son territoire.

Lors d'une visite de 48 heures à Manille, le vice-président des États-Unis a remis à la présidente philippine, Mme Corazon Aquino, une lettre du président George Bush demandant formellement que l'avenir des bases de Clark et de Subic Bay soit discuté à partir de décembre.

Un porte-parole de Mme Aquino a déclaré que le chef de l'État philippin accédait à cette demande.

M. Quayle s'est saisi des assas-

sinats peu avant son arrivée de deux ingénieurs civils américains près de la base de Clark et d'un officier de sécurité philippin pour dramatiser l'ouverture des négociations, selon les observateurs.

Le bail des bases stratégiques de Clark (air) et de Subic (mer), situées à moins de cent km au nord de Manille, expire en septembre 1991. En sortant de leur silence, les États-Unis entendent adresser un signal ferme à toute l'Asie du maintien de leur engagement, estiment les diplomates à Manille.

Les bases sont en effet considérées comme un atout essentiel dans le contrôle des routes aériennes et maritimes du sud-est asiatique tant vers le Japon que vers l'ouest américain. Elles assurent de plus un relais entre les États-Unis et le Moyen-Orient.

« Je suis convaincu que le peuple des Philippines est dans sa grande majorité favorable à ce que nous restions », a répété M. Quayle après avoir rencontré lors d'un déjeuner des membres du Congrès philippin réputé réticent.

Devant l'appel direct de M. Quayle au peuple des Philippines, Mme Aquino s'est employée à baliser le terrain. « Les bases américaines ne sont pas l'essentiel de la relation » entre les deux pays qui doit être revue « dans son ensemble », a-t-elle répondu.

Elle a dit ne pas vouloir parler de cette affaire lors de sa visite prévue à Washington au début novembre, qu'elle souhaite consacrer aux relations économiques et financières.

Selon Washington, les bases procurent des emplois directs à quelque 80.000 Philippines, représentent une aide directe d'un milliard de dollars par an et indirectement 7 % du PNB des Philippines.

Si les États-Unis et leur peuple restent populaires auprès des Philippines — deux millions d'entre eux vivent aux États-Unis — les bases cristallisent la frustration croissante des Philippines à l'égard de l'ancienne puissance coloniale et la renaissance du patriotisme, selon les observateurs.

CORRECTION

Dans le cahier publicitaire de MOBILIA du 23 septembre:
Les chaises noires de la page 12 sont recouvertes en tissu noir et non en cuir noir. Nous regrettons les inconvénients que cela a pu causer.

mobilia

FOURRURES

Prémont



Après une journée affolante: le bureau, le conditionnement physique, la famille et toutes les autres responsabilités qui t'incombent, tu te dois de satisfaire l'autre femme que tu es... celle qui dégage douceur et élégance.

Cet hiver, laisse-toi séduire par le confort, la chaleur, l'élégance des fourrures Prémont.

125, SAINT-JOSEPH EST 524-3541



Société d'énergie de la Baie James

APPEL D'OFFRES N° 1LA-642-1-01 FOURNITURE ET INSTALLATION DE 100 UNITÉS DOMICILIAIRES MODULAIRES (UDM)

Date et heure limites de réception des soumissions: Le jeudi 26 octobre 1989 à 15 h 30
Garantie de soumission: 900 000 \$ Prix du document: 200 \$
Les documents d'appel d'offres peuvent être achetés ou consultés sur place, du lundi au vendredi inclusivement, de 9 h à 12 h et de 13 h à 16 h 30 à l'endroit suivant:

Société d'énergie de la Baie James
SERVICE APPROVISIONNEMENT ET SERVICES
19e étage
800, boul. de Maisonneuve Est
Montréal (Québec)
H2L 4M8

Le paiement des documents s'effectue par chèque visé ou mandat fait à l'ordre de la Société d'énergie de la Baie James et n'est pas remboursable.
Une garantie de soumission au montant mentionné ci-haut est requise conformément aux exigences du document d'appel d'offres.

Seules les personnes, sociétés, compagnies ou sociétés en coparticipation ayant une place d'affaires au Québec et qui ont acheté le document d'appel d'offres de la Société d'énergie de la Baie James peuvent soumissionner. Cette dernière n'est pas tenue d'accepter la plus basse ni aucune des autres soumissions.

Pour obtenir le document d'appel d'offres ou pour tout renseignement supplémentaire concernant le document d'appel d'offres, composez le 289-5938.

Marc Chabot
Chef de service Approvisionnement et Services

JEUDI 28 septembre

- 11 h 00 à 12 h 00 CONFÉRENCE - Connaître la Régie des rentes du Québec
Conférencier: Monsieur Gilles Labbé (CARRA)
- 12 h 30 à 13 h 00 Les chiens dressés de l'Association de cynothérapie
- 13 h 00 à 14 h 00 CONFÉRENCE - Pension et sécurité de vieillesse; Supplément au revenu garanti
Conférencier: Gilles Dubé
Santé et Bien-Être Social Canada
- 14 h 30 à 15 h 30 Défilé de mode des productions Sonia Morelli
Une présentation de Place Fleur de Lys
- 15 h 30 à 16 h 30 CONFÉRENCE - La violence chez les aînés
Conférencier: Sergent Michel Couture
Sûreté du Québec
- 16 h 30 à 17 h 00 Le magicien GRANDINI
- 18 h 30 à 19 h 00 TAI-CHI en forme et en douceur
avec la société de Tai-chi Taoïste de Québec
- 19 h 00 à 20 h 00 CONFÉRENCE - La médication chez les aînés
Conférencière: Dr Paule Ladouceur
Département de santé communautaire de l'hôpital Saint-Sacrement
- 20 h 00 à 20 h 30 Défilé de mode des productions Sonia Morelli
Une présentation de Place Fleur de Lys
- 20 h 30 à 21 h 00 Le magicien GRANDINI

"Les Aînés,
une force
économique"



ÉMILE GENEST
président d'honneur

Le Salon
des Aînés
de Québec

Du 27 septembre
au 1^{er} octobre 1989

PAVILLON DE LA JEUNESSE
ET DE L'AGRICULTURE
Parc de l'Exposition Provinciale

HEURES D'OUVERTURE
MERCREDI 17 h 00 à 21 h 00
JEUDI 11 h 00 à 21 h 00
VENDREDI 11 h 00 à 21 h 00

SAMEDI 11 h 00 à 21 h 00
DIMANCHE 11 h 00 à 18 h 00

une collaboration



Radio-Canada
Québec 11/Câble 6

LE SOLEIL

ADMISSION GÉNÉRALE \$5.00
50 ANS + \$4.00
- DE 9 ANS Gratuit



CHACOK

Féériques frivolités... les rubans,
satins et camaïeux.
Chefs-d'œuvre signés Chacok.

Salon Jade
PLACE LAURIER
(mail nord)

La Pologne a faim

WASHINGTON — La Pologne souhaite battre le fer pendant qu'il est chaud : profitant d'une avalanche d'offres de solidarité lors des réunions du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque Mondiale à Washington, Varsovie a demandé, hier, une aide financière substantielle et rapide aux pays occidentaux.

par PASCAL REYNARD
de l'Agence France Presse

La Pologne souhaite obtenir la coquette somme de \$1,5 milliard, dont une aide d'urgence de \$500 millions avant la fin de cette année et le reste en 1990, a indiqué son nouveau ministre des Finances, M. Leszek Balcerowicz.

La Pologne est entrée dans une phase de transformation « historique » et une telle transition vers « une démocratie parlementaire et une économie de marché » n'a pas de « précédent », a souligné M. Balcerowicz en demandant « un soutien économique et financier rapide, efficace et substantiel » des pays industrialisés, des institutions internationales et des milieux d'affaires.

Cette aide est vitale, car la transformation de la Pologne intervient dans des « conditions de crise », a-t-il ajouté en parlant de « faillite financière », d'« hyperinflation » et de risques « d'explosion sociale ».

Offres de services

Au moment même où le ministre polonais faisait ces déclarations lors d'une conférence de presse, des responsables de plusieurs grands pays industriels se relayaient devant le forum offert par la réunion annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque Mondiale pour offrir leurs services.

Le président américain George Bush a ouvert le bal : « Nous devons faire plus » pour la Pologne car il n'y aura peut-être pas « de meilleure opportunité » pour l'Occident de montrer son attachement à la défense des libertés, a-t-il déclaré en annonçant « l'intention » des États-Unis de « se mettre en tête de cet effort ».

La Grande-Bretagne, par la voix de son chancelier de l'Échiquier, Nigel Lawson, prenait peu après le relais. « Ce serait une erreur historique si les réformes économiques en Pologne et en Hongrie échouaient par manque de soutien extérieur », a affirmé M. Lawson en demandant à « l'Occident de faire tout ce qu'il peut pour aider » les Polonais.

Même son de cloche du côté de la RFA. Il faut « utiliser tous les instruments disponibles, tant sur le plan bilatéral que multilatéral, pour permettre » aux Polonais et aux Hongrois de « s'aider eux-mêmes », a souligné le ministre ouest-allemand des Finances, Theo Waigel, en espérant que Varsovie et Budapest « fourniront un exemple clair » pour les autres pays de l'Est.

Devant cette multitude d'offres de soutien, M. Balcerowicz s'est montré assez confiant en notant néanmoins que « nous avons besoin d'une certaine coordination » à la fois du côté occidental et du côté polonais.

Le ministre des Finances polonais, qui a rencontré à Washington tous ses homologues du Groupe des Sept grands pays industrialisés (États-Unis, RFA, Japon, France, Grande-Bretagne, Italie et Canada) à l'exception du ministre canadien, a affirmé que ces entretiens avaient été « chaleureux ».

Gorbatman

DUSSELDORF, RFA (AP) — Après Batman, Dingo et E.T., Mikhaïl Gorbatchev inspire les trafiquants de drogue...

Les douaniers ouest-allemands du poste d'Elten-Emmerich, à la frontière néerlandaise, ont en effet arrêté deux de leurs compatriotes qui tentaient d'introduire dans le pays des auto-collants à l'effigie de Mikhaïl Gorbatchev imprégnés de LSD.

Il s'agissait de ce que les toxicomanes appellent des « buvards », autrement dit du papier trempé dans de l'acide lysergique (LSD) sur lequel avait ensuite été imprimé le portrait du numéro un soviétique.

Les deux trafiquants effectuent leur service civil, une possibilité offerte aux jeunes gens qui refusent d'effectuer leur service militaire dans l'armée. Ils ont été placés en garde à vue.

Les douaniers ont expliqué que le truc de l'auto-collant imprégné de LSD n'était pas nouveau. Avant Gorbatchev, ils avaient déjà vu passer Dingo, Batman et E.T.

Mais maintenant, « j'espère que les résultats viendront rapidement », a-t-il ajouté.

L'aide financière de \$1,5 milliard demandée aux pays occidentaux devrait s'ajouter à un financement « généreux » du FMI, a espéré M. Balcerowicz, en souhaitant un accord avec le Fonds sur un programme d'ajustement « avant la fin » de cette année.

Varsovie souhaite également obtenir un rééchelonnement de sa dette devant le Club de Paris qui regroupe les gouvernements créanciers.

Ce rééchelonnement, qui interviendrait après un accord avec le FMI, aurait un impact très important car la dette polonaise vis-à-vis des pays du Club de Paris atteint \$26 milliards sur un montant total de \$39 milliards de dette extérieure.

Vingt ans plus tard, Washington incite Prague aussi à se libérer...

NATIONS UNIES (AFP) — Le secrétaire d'État américain a rencontré à New York, hier, le ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères, pour encourager Prague à suivre le mouvement de réformes qui secoue les pays de l'Est.

Cette rencontre est la première depuis plus de vingt ans entre les chefs des diplomaties des deux pays.

Dans sa conversation avec M. Jaromir Johanes, M. James Baker a insisté sur un meilleur respect des droits de l'Homme en Tchécoslovaquie, condition essentielle à une amélioration des rapports entre Prague et Washington, a déclaré un haut responsable du département d'État qui a requis l'anonymat.

Le secrétaire d'État a notamment présenté à son interlocuteur une liste de « quatre ou cinq » prisonniers politiques dont les États-Unis souhaitent la libération, a ajouté ce diplomate, sans pouvoir fournir leurs noms.

La dernière rencontre américano-tchécoslovaque au niveau des ministres des Affaires étrangères remonte à 1968. Celle d'hier était sollicitée par la Tchécoslovaquie depuis onze ans.

M. Baker, selon le même responsable, a insisté sur la nécessité de mener de front les réformes économiques et politiques, en invitant la Tchécoslovaquie à suivre l'exemple de l'Union soviétique, de la Pologne et de la Hongrie dans la voie du changement.

M. Johanes lui a répondu que le gouvernement tchécoslovaque préparait des réformes vers une économie de marché et était en train de réviser son code pénal, a ajouté le diplomate américain.

La Slovénie libre?

BELGRADE (d'après AFP, AP) — Le parlement de Slovénie (nord-ouest) a passé outre aux avertissements du pouvoir central en adoptant, hier, une série d'amendements constitutionnels consacrant notamment le droit de cette république à « l'autodétermination y compris la sécession ».

et principal opposant à l'initiative slovène.

Les amendements, qui renforcent considérablement l'autonomie de la Slovénie face au pouvoir central, ont été adoptés à une quasi-unanimité (256 voix pour, une contre et une abstention).

La direction de l'État et du PC yougoslaves avaient demandé au parlement slovène d'ajourner le vote de ces amendements jugés « contraires à la constitution fédérale » et « menaçant l'intégrité du pays ».

Le parlement slovène a rejeté cette « pression politique inadmissible », selon la formule de son président, M. Miran Potrč, et choisi la confrontation ouverte avec les autorités fédérales et la république de Serbie, partisan d'un renforcement du pouvoir central

Les autorités fédérales de la Yougoslavie avaient indirectement prévenu la Slovénie que certains de ces amendements constitutionnels pourraient conduire à l'imposition dans cette province de la loi martiale.

Ne constituant que 8% de la population de la Yougoslavie, les Slovènes parlent une langue différente du serbo-croate et ont constamment été jaloux de leur autonomie depuis que leur pays fut incorporé à Belgrade, en 1918.

Les autorités slovènes réfutent toutefois l'éventualité d'une scission avec la fédération. Elles tenaient cependant à faire savoir clairement aux autorités fédérales que le parlement de la Slovénie est le seul à pouvoir statuer sur ce droit d'un peuple.

Depuis 20 ans, les propriétaires de téléviseurs Sony Trinitron se sont émerveillés devant la beauté de l'image. Ils peuvent maintenant s'émerveiller devant l'image et vanter la beauté du son!

20
ANS DE TRINITRON

Depuis 1969, la clarté et la précision de l'image des téléviseurs Trinitron,** (dont l'excellence a été reconnue par l'attribution du prix Emmy), ont fait l'envie de l'industrie et ont été la fierté et la joie de tous les propriétaires de Trinitron. Et maintenant, à l'occasion du 20^e anniversaire de Trinitron,

Sony présente un nouveau système sonore extraordinaire qui va de pair avec l'image fantastique de Trinitron :

SYSTÈME DE RÉCUPÉRATION SONORE SRS.

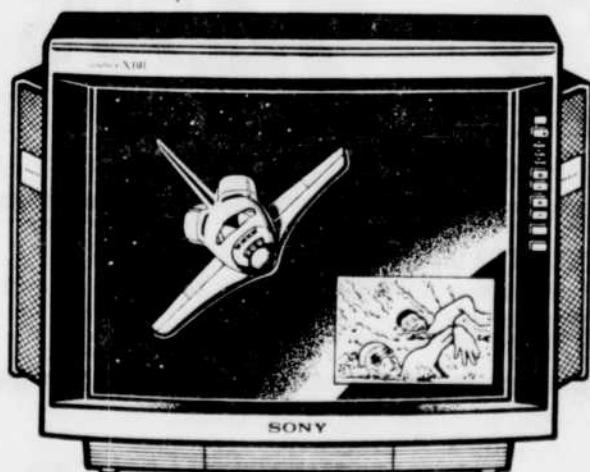
Vous n'en croirez pas vos oreilles! Le système SRS permet de livrer une sonorité stéréophonique sans pareille. Il recrée l'ambiance de la bande sonore originale. Vous percevez tous les détails : du murmure de la brise, à l'écho d'une grande pièce. Le SRS vous enveloppe, il vous entraîne. Il permet une expérience télévisuelle améliorée. Grâce à ce système, vous vous félicitez encore plus de regarder un téléviseur qui est le fruit d'une technologie de 20 ans d'expérience. Le téléviseur Sony Trinitron.

Écoutez, une autre nouvelle retentissante. Si vous achetez un téléviseur couleur Trinitron Sony chez un dépositaire accrédité de Sony du Canada Ltée d'ici le 30 décembre, 1989, vous aurez droit à une garantie complète de cinq ans sur les pièces et la main-d'œuvre.



KV-32XBR15 RÉCEPTEUR / MONITEUR XBR TRINITRON 34 po.

Divertissement global au grand écran avec l'image XBR de qualité extraordinaire et le son SRS sensationnel. Plus de caractéristiques qu'on peut jamais imaginer. Et grâce au système image sur image numérique perfectionné Sony c'est possible de regarder deux programmes en même temps. L'étagère est en sus à votre choix.



KV-27XBR15 RÉCEPTEUR / MONITEUR TRINITRON 28 po.

La technologie de télévision XBR et le système de récupération sonore SRS. Dans l'ensemble ils accomplissent une performance telle que vous n'avez jamais éprouvée. Caractéristiques et capacités étonnantes, dont notre montage image sur image numérique perfectionné avec deux haut-parleurs encastrés.

KV-27HRS10 RÉCEPTEUR / MONITEUR STÉRÉO TRINITRON 28 po.

Le système Trinitron, décerné un prix Emmy, joint ses forces avec le son SRS de toute dernière heure pour vous présenter une exemple extraordinaire du potentiel de télévision. Comblé de caractéristiques et de perfectionnements Sony les plus récents, cet appareil atteint un niveau très élevé d'excellence.



SONY

Sony du Canada Ltée

*SRS sont des marques de commerce de Hughes Aircraft Company, une filiale de GM Hughes Electronics. **Sony, Trinitron, et UniCommander sont des marques déposées de Sony.



Société
des alcools
du Québec

Appel d'offres

VÊTEMENTS PRÊT-À-PORTER DOSSIER: SP-791

Des soumissions pour la fourniture de vêtements (prêt-à-porter) pour nos directeurs et directrices de succursales seront reçues au plus tard à 10 h 30 (heure locale), le 10 octobre 1989 par la Société des alcools du Québec, tel que stipulé au document d'appel d'offres.

Le document complet d'appel d'offres est disponible du lundi au jeudi (inclusivement) de 8 h 30 à 12 h 30, de 13 h 30 à 17 h, et le vendredi de 8 h 30 à 12 h 30, aux adresses suivantes :

SIÈGE SOCIAL : 905, av. de Lorimier
Montréal (Québec)
H2K 3V9

CENTRE DE DISTRIBUTION : 2021, rue des Fûtaillies
DE MONTRÉAL : Montréal (Québec)
H1N 3M7

CENTRE DE DISTRIBUTION : 2900, rue Einstein
DE QUÉBEC : Sainte-Foy (Québec)
G1X 3X4

Le document complet d'appel d'offres est disponible gratuitement.

Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations ayant obtenu le document d'appel d'offres directement de la Société des alcools du Québec et pouvant assurer la transformation finale au Québec sont admises à soumissionner.

La Société des alcools du Québec ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues.

Un voyage « historique » aux USA du président de la Colombie

appel d'offres

Gouvernement
du Québec

Ministère des Approvisionnements et Services

Direction générale des Approvisionnements

Projet	Description	Livraison
9229	Impression laserisée des extraits des systèmes SYGEC	Québec
9230	Impression laserisée de données banalisées et non banalisées, la manutention et les livraisons des sorties de traitement.	Diverses endroits

Ci-dessous des soumissions: 6 octobre 1989 à 15 h

Les conditions d'appel d'offres sont contenues dans les documents disponibles au: Ministère des Approvisionnements et Services Direction générale des approvisionnements Bureau des appels d'offres 150, boulevard Saint-Cyrille Est, 7e étage Québec (Québec) G1R 5K4 Tel.: (418) 643-5438

Le ministère se réserve le droit, au moment de l'analyse des soumissions, de refuser toutes les soumissions présentées, même la plus basse. Toute personne désirant assister à l'ouverture des soumissions doit se présenter à l'adresse susmentionnée, à l'heure et à la date indiquées.

PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE — ÉGALITÉ DANS L'EMPLOI Toute entreprise québécoise ayant plus de 100 employés doit, pour se voir adjuger une commande de 100 000 \$ et plus, s'engager au préalable à mettre en place un programme d'accès à l'égalité dans l'emploi, conforme à la Charte des droits et libertés de la personne. Cette obligation s'applique également pour tout sous-contrat d'un montant de 100 000 \$ et plus, s'adressant à un sous-contractant ayant plus de cent (100) employés. Le directeur général des Approvisionnements, Jean-Claude Carreau, ing.

Québec

BOGOTA (d'après AP et AFP) — Le président colombien Virgilio Barco se rend aux États-Unis, cette semaine, pour une visite officielle de trois jours, auréolée d'un nouveau prestige international depuis le déclenchement de la guerre contre les trafiquants de drogue et la conclusion d'un traité de paix avec la guérilla M-19.

M. Barco a donc conclu, mardi, avec 2 000 des 10 000 guerilleros du pays un accord de paix qui leur fera déposer les armes en échange de leur amnistie et du droit de créer leur propre parti politique. Le traité parle aussi de la tenue d'un référendum sur 53 propositions incluant une réforme agraire pour donner aux pays des terres et aux pauvres des maisons. Ce traité sera déposé au parlement colombien la semaine prochaine.

Le voyage du président colombien aux États-Unis, que plusieurs journaux de Bogota n'hésitent pas à qualifier de « historique », devrait surtout permettre à M. Barco de présenter un premier bilan des

mesures adoptées par son gouvernement depuis le début de cette offensive anti-droque il y a un mois.

Il s'entretiendra aujourd'hui avec le « tzar » de la drogue, William Bannet, et le secrétaire d'État James Baker avant de rencontrer en fin de journée le président George Bush. Demain, M. Barco se rendra à New York où il doit prononcer devant l'Assemblée Générale des Nations Unies un discours attendu sur la lutte contre le trafic de drogue.

Outre les mesures d'aide apportées par les États-Unis à la lutte anti-droque en Colombie, le président Barco devrait également aborder avec son homologue américain les problèmes posés à l'économie colombienne par la rupture du pacte du café, dont les pertes se chiffrent pour cette année à 200 millions de dollars.

Le quotidien *La Republica* rappelait, hier, que c'est le troisième voyage du président Barco aux États-Unis depuis le début de son administration, il y a trois ans, mais le premier qui trouvera vraiment un écho international.

Dans un article publié cette semaine et qui a fait sensation en Colombie, l'hebdomadaire *Semana* révèle qu'une grande entreprise américaine de relations publiques, Sawyer and Miller Group, est en partie à l'origine de l'amélioration de l'image de la Colombie dans le monde.

Moyennant un salaire de 10 000 dollars par mois, indique *Semana*, la firme a préparé deux récentes interventions du président Barco à la télévision américaine, ainsi qu'une campagne montrant les aspects positifs de la Colombie, débarrassée des stéréotypes habituels.

Le président Barco devra toutefois affronter de nouvelles difficultés politiques à son retour, samedi. Selon certaines informations, un nouveau remaniement ministériel, qui aurait dû avoir lieu au moment de la démission du ministre de la justice, Monica de Greiff, la semaine dernière a été « gelé » pour des raisons de calendrier jusqu'au retour des États-Unis de M. Barco.

Cette nouvelle crise ministérielle, la onzième en trois ans devrait porter au moins sur trois portefeuilles, dont celui de l'Intérieur.

AVIS est donné par les présentes, conformément aux dispositions de l'article 1371 du Code Civil que PLOMBERIE R. LORTIE LITEE ayant son siège social principal au 8875, Villeneuve, Charlesbourg, dans la province de Québec, a, le 13 février 1985 cédé et transféré à LA BANQUE ROYALE DU CANADA toutes ses créances, comptes et autres, actuelles et futures, à titre de garantie et que cette cession a été dûment inscrite dans la division d'enregistrement de Québec le 20 février 1985 sous le numéro 1138385.

LA BANQUE ROYALE DU CANADA

Succ. Mail Centre-Ville

505, rue St-Joseph Est

Québec, Qc

G1K3B7

LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT (L.R.Q., c. Q-2)

AVIS PUBLIC

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DES EAUX

Conformément aux dispositions de l'article 116.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), la compagnie Les Câbles Canada Limitée donne avis qu'elle sollicite l'approbation d'un programme d'assainissement des eaux auprès du sous-ministre adjoint à la gestion et à l'assainissement des eaux du ministère de l'Environnement du Québec pour son établissement situé dans la municipalité de Vanier afin de corriger les problèmes de rejets liquides dans l'environnement occasionnés par l'exploitation de cet établissement.

Copie de ce document d'assainissement des eaux usées est disponible pour consultation publique à l'Hôtel de ville de Vanier jusqu'au 13 octobre 1989 inclusivement.

Toute personne, groupe, municipalité peut soumettre des représentations au sous-ministre adjoint à la gestion et à l'assainissement des eaux du ministère de l'Environnement relativement à ce programme d'assainissement jusqu'au 13 octobre.

La compagnie Les Câbles
Canada Limitée

Le 25 septembre 1989



VILLE DE VAL-BÉLAIR

PROVINCE DE QUÉBEC,
COMTE DE CHAUVÉAU

AVIS PUBLIC PROMULGATION

EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ, par la soussignée, greffier de la saidite ville,

QUE le Conseil de ville de Val-Bélair a adopté, lors de sa séance spéciale du 29 mai 1989 le règlement suivant:

RÈGLEMENT VB-342-89: "RÈGLEMENT CONCERNANT LA DIVISION DU TERRITOIRE DE LA VILLE DE VAL-BÉLAIR EN SIX DISTRICTS ÉLECTORAUX ET ABROGEANT LE RÈGLEMENT VB-264-89"

QUE le présent règlement est présentement déposé au bureau du greffier, 1105, avenue de l'Eglise Nord, Val-Bélair, ou toute personne intéressée peut en prendre connaissance aux heures ordinaires de bureau.

QUE le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

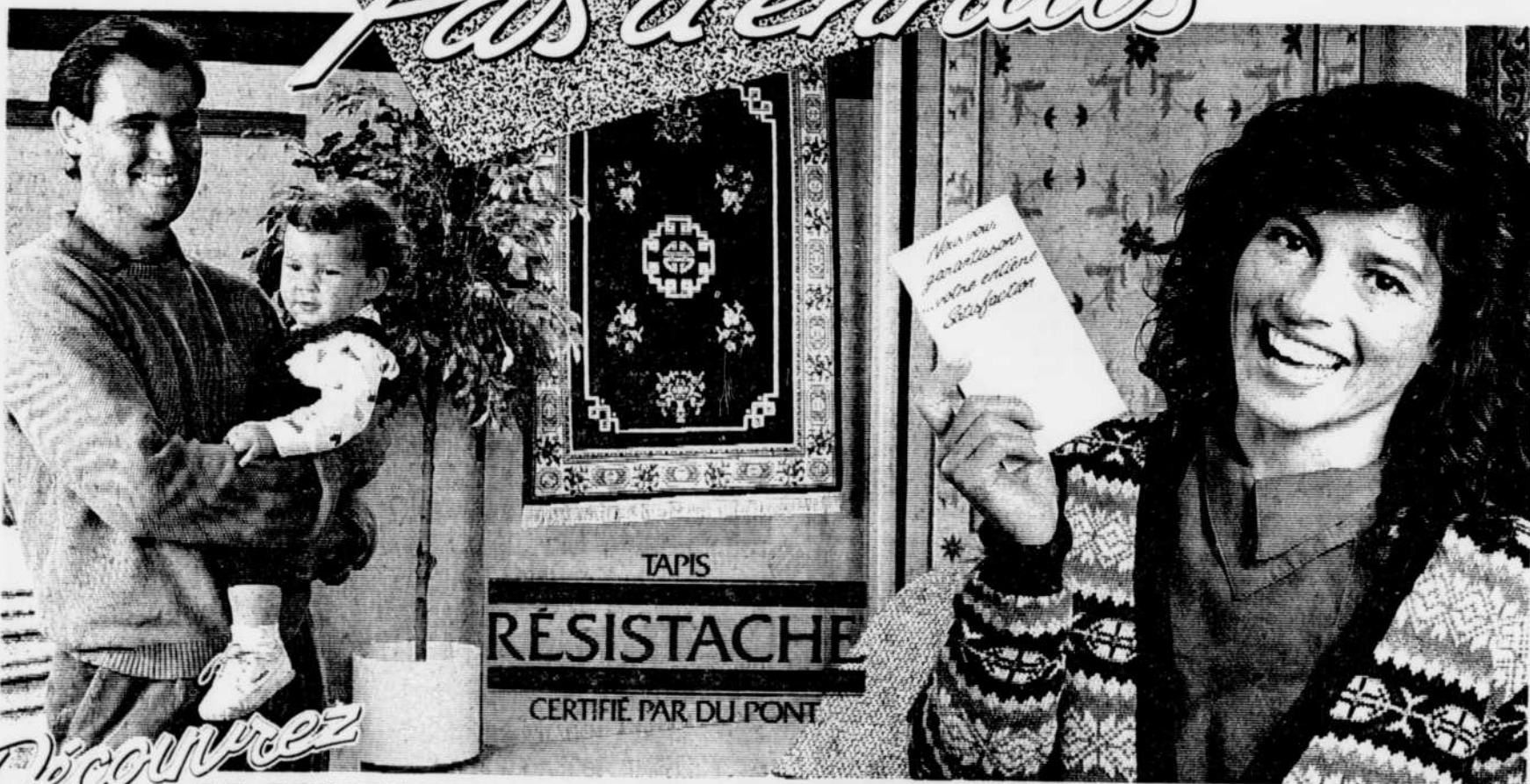
DONNÉ À VAL-BÉLAIR, CE 28 SEPTEMBRE 1989.

Suzanne P. Mathieu, o.m.a., greffier.

La Factorerie de Tapis

VENTE DE TAPIS

Pas d'entrevues



LE CONFORT MOELLEUX DES TAPIS «STAINMASTER»* ET ÉPARGNEZ 30% À 35%

ÉPARGNEZ 30%
SUR «MAGICALLY»
Ce beau tapis Saxony porte une
garantie de durée de 7 ans.

13 999\$
h.c.
PRIX VEDETTE
19.995/v.ca.

ÉPARGNEZ 35%
SUR «CARRIAGE CLASSIC»
Un magnifique tapis pelucheux portant
une garantie de durée de 7 ans.

16 999\$
h.c.
PRIX VEDETTE
25.995/v.ca.

ÉPARGNEZ 35%
SUR «CARRIAGE ROYALE»
Un doux tapis pelucheux. Porte
une garantie de durée de 10 ans.

19 999\$
h.c.
PRIX VEDETTE
31.995/v.ca.

ÉPARGNEZ 30%
SUR «VELVET ROYALE»
Ce tapis des plus moelleux porte
une garantie de 10 ans.

24 999\$
h.c.
PRIX VEDETTE
35.995/v.ca.

CHACUN TAPIS «STAINMASTER» EST TISSÉ DE NYLON «PREMIÈRE QUALITÉ», CERTIFIÉ ET GARANTI PAR DU PONT.

*Marque de certification déposée par E. I. du Pont Nemours et compagnie. Les rabais sont applicables sur prix vedettes. Les pourcentages sont comme indiqués ou plus élevés. Les prix réduits sont en vigueur jusqu'au 11 octobre 1989.

Découvrez

NOTRE GARANTIE DE SATISFACTION TOTALE ET ACHETEZ EN TOUTE CONFIANCE!

À la Factorerie de Tapis, nous recherchons avant tout votre entière satisfaction. C'est pourquoi, si vous n'êtes pas entièrement satisfait de votre achat, nous remplacerons votre tapis ou vous rembourserons votre argent dans les 15 jours suivant la livraison.

Découvrez

NOTRE INSTALLATION GARANTIE À VIE

Vous voulez que votre nouveau tapis garde une belle apparence et offre un confort moelleux de longue durée. C'est pourquoi la Factorerie de Tapis vous garantit l'installation, tant que le tapis demeurera en votre possession.

5500 BOUL. DES GRADINS
622-1430

HEURES D'OUVERTURE:

Du lundi au mercredi:
de 9 h à 18 h;
jeudi et vendredi:
de 9 h à 21 h;
samedi: de 9 h à 17 h.

Vous aimerez la

**Factorerie de
Tapis**
Revêtements
Mode

Nous vous garantissons... votre entière Satisfaction

MAGASINEZ À DOMICILE
SANS OBLIGATION.
TÉLÉPHONEZ ET DEMANDEZ
UNE ESTIMATION GRATUITE
À DOMICILE.



Tout litige quant à la conduite et/ou l'attribution d'un prix de ce concours peut être soumis à la Régie des Loto et des Courses du Québec. Ne peuvent participer à ce concours tous les membres du personnel des entreprises qui y collaborent ainsi que les gens résidant à la même adresse qu'eux. Règlements disponibles à CHOI-FM et au Soleil.

**AUCUN COMPTANT
AUCUNS FRAIS**

**LOUIS
bédard INC**

- 15 ANS À VOTRE SERVICE
- FIDÈLE À SA POLITIQUE DES MEILLEURS PRIX

**PRO
DE L'ELECTRONIQUE**

PAIEMENT EN MARS 1990

**VENEZ VOIR
LES DERNIERES
NOUVEAUTÉS
STÉRÉO, T.V., VIDÉO,
CHAÎNES DE SON, ETC.
dans toutes nos
succursales**

**LOUIS
bédard INC**

- VENTE ET SERVICE EFFECTUÉS PAR DES EXPERTS
- TOUTE UNE ÉQUIPE DE CONSEILLERS À VOTRE SERVICE

15 ANS À VOTRE SERVICE

Emerson

AUCUN COMPTANT*

TÉLÉCOULEUR 14 po

Modèle ECR 1350

- Câblocompatible 110 canaux
- Contrôle à distance 16 touches avec accès direct
- 12 canaux
- Réglage automatique
- Boîtier fini grain de noyer

(La photo peut différer)

289⁹⁵

POURQUOI LOUER À 12 VERSEMENTS DE
13⁴⁰ par mois **26³³***
taxe incluse, sans intérêt
1er versement 1er mars?



**GARANTIE
OPTIONNELLE DE
5 ANS**
pièces et main-d'œuvre

Emerson

VIDÉO VHS HQ

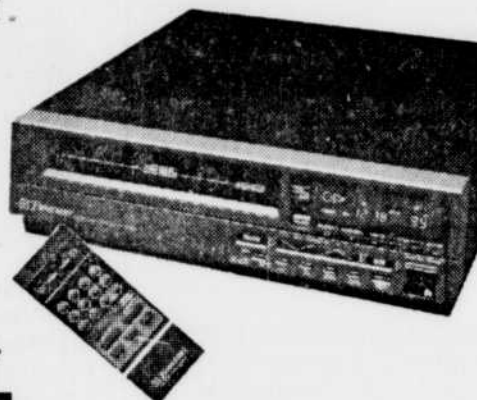
Modèle VCR 755

Télécommande sans fil

- 100 canaux préprogrammables
- Programmation 4 programmes/14 jours
- Compatibilité 110 canaux
- Contrôle à distance infrarouge 24 fonctions

AUCUN COMPTANT*

POURQUOI LOUER À 12 VERSEMENTS DE
16\$ par mois **31⁷⁸***
taxe incluse, sans intérêt
1er versement 1er mars?



349⁹⁵

**Nouveautés
1990**

PHILIPS

CAMÉRA

Modèle CCK816

- Tube-image CCD 1/2 po à sensibilité 3 Lux
- Tête d'effacement mobile
- Lumière vidéo CC intégrée
- Obturateur haute vitesse à deux positions
- Objectif zoom d'une puissance 6 pour 1

- Dispositif à focalisation automatique par infrarouge
- Indicateur de temps résiduel
- Enregistrement en temps fractionné par minuterie
- Circuit d'élimination par vent
- Recherche par indexation VHS

AUCUN COMPTANT*

POURQUOI LOUER À 12 VERSEMENTS DE
62\$ par mois **127¹⁶***
taxe incluse, sans intérêt
1er versement 1er mars?

1 399⁹⁵

**BALADEUR
GRATUIT À
L'ACHAT**



LUMIÈRE GRATUITE

NOUVEAUTÉ 1990

**GARANTIE
OPTIONNELLE DE
3 ANS**
pièces et main-d'œuvre

MAGNAVOX CAMÉRA

Modèle CCK321

- Tube image CCD 1/2 po avec 250 000 éléments d'image (pixels)
- Tête d'effacement mobile
- Sensibilité en faible éclairage de 3 Lux
- Revue et recherche de montage
- Obturateur haute vitesse à deux positions
- Objectif zoom avec macro d'une puissance de 8:1 à 11:6

- Système à focalisation automatique par infrarouge
- Indicateur du temps résiduel
- Enregistrement en temps fractionné par minuterie
- Circuit d'élimination pare-vent
- Système de recherche par indexage VHS

AUCUN COMPTANT*

POURQUOI LOUER À 12 VERSEMENTS DE
68⁴⁰ par mois **136²⁴***
taxe incluse, sans intérêt
1er versement 1er mars?

1 499⁹⁵

**BALADEUR
GRATUIT À
L'ACHAT**



LUMIÈRE GRATUITE

**GARANTIE
OPTIONNELLE DE
3 ANS**
pièces et main-d'œuvre

SANYO

**CAMÉSCOPE 8 mm NUMÉRIQUE AVEC TÉLÉCOMMANDE
À INFRAROUGE**

Modèle VM-D7

- Télécommande sans fil à 10 touches
- Objectif zoom rapport 8 à vitesse variable
- Mise au point automatique et fonction macro
- Superposition par mémoire numérique
- Recherche d'une scène

- Recherche d'image à 2 vitesses
- Obturateur électronique à haute vitesse (1/1 000 de seconde)
- Diaphragme automatique numérique avec compensation
- Équilibrage automatique du blanc avec détecteur automatique de blanc
- Etc.

AUCUN COMPTANT*

POURQUOI LOUER À 12 VERSEMENTS DE
71\$ par mois **145³³***
taxe incluse, sans intérêt
1er versement 1er mars?

1 599⁹⁵



**GARANTIE
OPTIONNELLE DE
3 ANS**
pièces et main-d'œuvre

6 MAGASINS POUR MIEUX VOUS SERVIR

4885, 1re Avenue
Charlesbourg
623-9815

281, boul. l'Ornière
Loretteville
842-3050

Plaza Laval
2750, chemin Sainte-Foy
651-9110

Place Carnaval
Lévis
837-0275

1683, boul. Talbot
Chicoutimi
696-2822

150, Saint-Barnabé
Rimouski
723-3373

**12 MOIS
SANS
INTÉRÊT**
OU PAIEMENT
EN MARS
* sujet à approbation du crédit
achat 250\$ et plus